

DEPARTEMENT DE L'ARIEGE

ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE A LA REVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES DU PAYS DE MIREPOIX

COMMUNE DE MONTBEL

Ouverte le 15 Décembre 2022 par arrêté de Mme la Présidente du SMDEA en date du 9 Novembre 2022



Siège du SMDEA 09 St Paul de Jarrat



Lac de Montbel



Mairie de Montbel

RAPPORT DE LA COMMISSAIRE ENQUETEUR

Commissaire Enquêteur
GARRETA Marie-Chantal

SOMMAIRE

PREAMBULE :

I - Présentation de la Commune	4
II - Présentation du maître d’Ouvrage	7
II.1 Principes généraux	8
II.2 Assainissement collectif	9
II.3 Assainissement non collectif	10

1 - ENVIRONNEMENT DU PROJET

1.1 Etat actuel de l'assainissement	11
1.2 Les stations d'épuration	12
1.3 Les compatibilités avec les documents Loi sur l'eau	12
1.4 Les compatibilités avec le PLUi approuvé	13
1.5 Le contexte hydrographique du secteur	16
1.6 Le contexte géologique du secteur	16

2 – ANALYSE DU DOSSIER SOUMIS A ENQUETE PUBLIQUE

2.1 Composition du dossier d'enquête	17
2.2 Analyse des différentes pièces du dossier	17
2.2.1 Notice de zonage	17
2.2.2 Schéma Directeur de l'Assainissement	18
2.2.3 Plans parcellaires – Différences de zonages	19
2.2.4 Dossier administratif	19
2.2.5 La méthode employée pour l'élaboration du zonage	20
2.3 Différents scénarii examinés	21
2.3.1 Maintient du schéma actuel en assainissement non collectif .	21
2.3.2 Scénarii d'assainissement collectif	21
2.4 Synthèse de l'analyse du dossier	22

3 – GENERALITES DU DOSSIER

3.1 Cadre général du projet	23
3.1.1 Déroulement de la procédure	23
3.1.2 Lancement de l'enquête	23
3.2 Objectifs de l'enquête	24
3.3 Contexte administratif et réglementaire	24
3.4 Caractéristiques du projet	25
3.5 Avis de la MRAe	
25	

4 – ORGANISATION DE L'ENQUETE

4.1	Désignation de la Commissaire Enquêteur	25
4.2	Arrêté du SMDEA prescrivant l'enquête	26
4.3	Calendrier de l'enquête	26
4.4	Préparation et modalités de l'enquête	26
4.5	Publicité - Information effective du public	26

5 – DEROULEMENT DE L'ENQUETE

5.1	Ouverture de l'enquête	27
5.2	Accessibilité du dossier	27
5.3	Organisation des permanences	27
5.4	Climat de l'enquête	28
5.5	Relation comptable des observations du public	28
5.6	Clôture de l'enquête	29

6 – ANALYSE DES OBSERVATIONS DU PUBLIC

6.1	Analyse des observations	29
6.2	Bilan des observations du public	29

7 – PROCES VERBAL DE SYNTHESE ET MEMOIRE EN REPONSE

7.1	Procès-verbal de Synthèse	30
7.2	Mémoire en réponse du SMDEA	30

8 – PIECES ANNEXES

8.1	Liste des pièces annexes	30
8.2	Pièces de 1 à 8	32

PREAMBULE –

I Présentation de la Commune de MONTBEL

Montbel est située dans le département de l'Ariège en Région Occitanie.

Localisée dans le nord-est du département, la commune fait partie, sur le plan historique et culturel, du Pays d'Olmes alliant des paysages d'une extrême diversité. La commune possède un patrimoine naturel remarquable composé de quatre ZNIEFF (Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique) et d'un site Natura 2000.

730003043 Lac de Montbel et partie orientale du bas pays d'Olmes

730011976 Coteaux du Palassou

730030527 Coteaux secs, vallons et collines de l'ouest du bas pays d'Olmes

910007376 Forêt de Mercoire

Commune rurale qui compte 99 habitants en 2019, Montbel a subi une baisse de 9,8% de sa population par rapport à 1999. Elle fait partie de l'aire d'attraction et du Bassin de vie de Lavelanet, dont elle est une commune de couronne, et de la Communauté de Communes du Pays de Mirepoix.

Elle est proche du Parc Naturel Régional des Pyrénées Ariégeoises.

Sa superficie est de 17,4 km². Le village en lui-même se trouve à 423 m en moyenne, le point le plus bas étant 391 m et le point le plus haut à 621 m.

Elle se situe à 11 km au Nord Est de Lavelanet, 30 km à vol d'oiseau de Foix, à 34 km de Pamiers et à 15 km de Mirepoix.

Communes limitrophes de Montbel



Le climat qui caractérise la commune est qualifié, en 2010, de « climat océanique altéré ». En 2020, la commune ressort du type « climat de montagne » dont la température décroît rapidement en fonction de l'altitude. On observe une nébulosité minimale en hiver et maximale en été. Les vents et les précipitations varient notablement selon le lieu. À l'est du département, l'influence méditerranéenne accentue les contrastes saisonniers, le climat y est plus sec.

L'occupation des sols de la commune est marquée par l'importance des forêts et milieux semi-naturels (44,1 % en 2018), une proportion sensiblement équivalente à celle de 1990 (43,2 %). La répartition détaillée en 2018 est la suivante : forêts (43,2 %), Eaux continentales (25,7 %), zones agricoles hétérogènes (23,6 %), prairies (5,6 %), terres arables (1 %), milieux à végétation arbustive et/ou herbacée (0,9 %), avec un urbanisme peu développé.

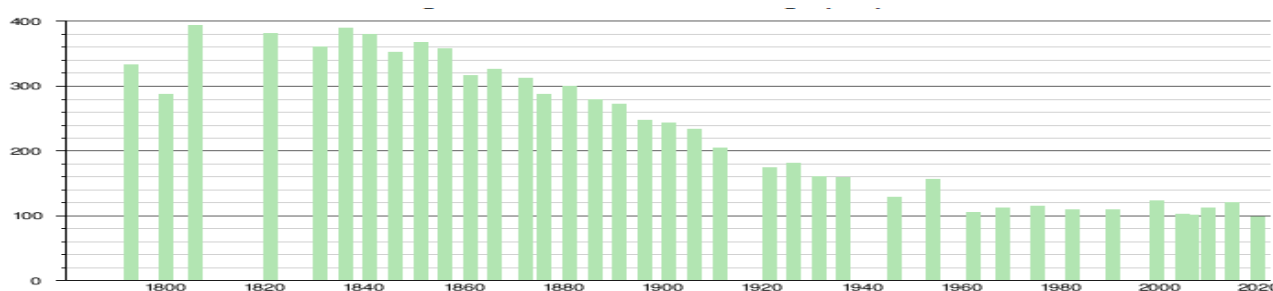
La commune fait partie de la Petite région agricole dénommée « Coteaux de l'Ariège ». En 2010, l'orientation technico-économique de l'agriculture sur la commune est la polyculture et le polyélevage. Sept exploitations agricoles ayant leur siège dans la commune sont dénombrées lors du recensement agricole de 2010 (douze en 1988). La superficie agricole utilisée est de 351 ha.

14 entreprises sont implantées à Montbel au 31 décembre 2019. Le secteur du commerce de gros et de détail, des transports, de l'hébergement et de la restauration est prépondérant sur la commune puisqu'il représente 35,7 % du nombre total d'établissements de la commune (5 sur les 14 entreprises implantées à Montbel), contre 27,5 % au niveau départemental.

Montbel est une commune rurale, elle fait partie des communes peu ou très peu denses, au sens de la grille communale de densité de l'INSEE.

En 2019, la commune comptait 99 habitants, en diminution de 16,1 % par rapport à 2013.

Histogramme de l'évolution démographique



En 2018, le nombre total de logements dans la commune était de 78, alors qu'il était de 71 en 2013 et de 60 en 2008. Parmi ces logements, 73,8 % étaient des résidences principales, 19,4 % des résidences secondaires et 6,8 % des logements vacants. Ces logements étaient pour 83,8 % d'entre eux des maisons individuelles et pour 5 % des appartements.

Le tableau ci-dessous présente la typologie des logements à Montbel en 2018 en comparaison avec celle de l'Ariège et de la France entière. Une caractéristique marquante du parc de logements est ainsi une proportion de résidences secondaires et logements occasionnels (19,4 %) inférieure à celle du département (24,6 %) mais supérieure à celle de la France entière (9,7 %). Concernant le statut d'occupation de ces logements, 61,8 % des habitants de la commune sont propriétaires de leur logement (57,9 % en 2013), contre 66,3 % pour l'Ariège et 57,5 % pour la France entière.

RISQUES MAJEURS

Le territoire de la commune de Montbel est vulnérable à différents aléas naturels : inondations, climatiques (grand froid ou anicule), feux de forêts, mouvements de terrains et séisme (sismicité modérée). Il est également exposé à un risque technologique : la rupture d'un barrage.

Risques naturels

Certaines parties du territoire communal sont susceptibles d'être affectées par le risque d'inondation par débordement, crue torrentielle d'un cours d'eau, ou ruissellement d'un versant.

Les mouvements de terrains susceptibles de se produire sur la commune sont soit des chutes de blocs, soit des glissements de terrains, soit des mouvements liés au retrait-gonflement des argiles. Près de 50 % de la superficie du département est concernée par l'aléa retrait gonflement des argiles, dont la commune de Montbel.

Le risque de remontée de nappe est tout de même présent sur les communes du secteur, notamment aux abords de l'Hers, du Touyre et du ruisseau des Gourds. Montbel fait partie des communes les plus sensibles à ce risque.

Risques technologiques

Sur le département de l'Ariège on dénombre cinq grands barrages susceptibles d'occasionner des dégâts en cas de rupture. La commune fait partie des 80 communes susceptibles d'être touchées par l'onde de submersion consécutive à la rupture d'un de ces barrages. Sur son territoire est en effet implanté le Barrage de Montbel, faisant l'objet d'un P.P.I. (Plan de Prévention des Inondations).

La maire de la Commune d'Aigues Vives est Mr Pierre TERPAN depuis le 18 Mai 2020.
Les 11 membres du Conseil Municipal l'ont reconduit dans ses fonctions à cette date.

II Présentation du SMDEA Maître d'Ouvrage

Le Maître d'Ouvrage du projet est le SMDEA (Syndicat Mixte Départemental de l'Eau et de l'Assainissement de l'Ariège).

La Commune de Montbel a adhéré au syndicat mixte départemental de l'eau et de l'assainissement (SMDEA), créé par arrêté préfectoral du 5 juillet 2005.

La collecte et le traitement des Eaux Usées est un secteur d'activité nécessitant un savoir-faire et une technicité spécifiques. Cette donnée ainsi que la recherche d'une réduction des coûts de fonctionnement conduisent généralement les communes de taille modeste à transférer leur compétence à un établissement intercommunal. L'article L 2224-8 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose en effet que la collecte et le Traitement des eaux usées est une compétence de la commune. Toutefois, selon l'article L 5211-17 du même code, cette compétence peut être transférée à une structure intercommunale dont elle est membre.

Créé en 2005, le SMDEA 09 regroupe 297 Communes représentant environ 150 000 habitants et est au service de 54 520 abonnés au 31/12/2020 pour l'assainissement avec plus de 3,4 millions de m3 traités.

Il assure la collecte, le transport et le traitement des eaux usées.

Il prend en charge l'application du règlement du service, le fonctionnement, la surveillance et l'entretien des installations ainsi que l'accueil des usagers et la facturation.

Il prend en charge la mise en service des branchements, des canalisations, des stations d'épuration ainsi que l'entretien et le renouvellement de l'ensemble des ouvrages.

Il gère près de 950 km de réseaux ainsi que 143 stations d'épuration.

Le SMDEA est un véritable outil de coopération départementale spécialisé dans les domaines de l'eau et de l'assainissement pour améliorer la qualité de l'eau, sécuriser la ressource, améliorer les systèmes d'assainissement, équiper les communes rurales en assainissement collectif pour permettre leur développement.

Ses compétences :

AEP (Alimentation en eau potable) : Étude, réalisation, extension, amélioration, contrôle, entretien, exploitation, et maîtrise d'ouvrage des équipements publics de production, de transport et de distribution d'eau potable.

Assainissement : Études, réalisation, extension, amélioration, contrôle, entretien, exploitation, et maîtrise d'ouvrage des équipements publics de collecte, de transport et de traitement des eaux usées ; contrôle et entretien des systèmes d'assainissement non collectifs.

L'assainissement collectif et le SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif) sont des services publics locaux. Le SMDEA assure ces services pour ses communes membres au titre de la compétence Assainissement.

Le SPANC est chargé de :

- Conseiller et accompagner les particuliers dans la mise en place de leur installation d'assainissement non collectif ;
- Contrôler les installations d'assainissement non collectif.

Comme pour l'assainissement collectif, il fait l'objet d'une redevance qui en assure ainsi l'équilibre financier.

Les compétences du SPANC comprennent :

- le contrôle de conception-réalisation sur les ouvrages neufs ou réhabilités
- le contrôle diagnostic de l'existant

- le contrôle périodique de bon fonctionnement et d'entretien des ouvrages existants.

Les redevances

De la même manière que les usagers raccordés à l'assainissement collectif paient, sur leur facture d'eau, une redevance spécifique, les usagers d'une installation d'assainissement non collectif doivent s'acquitter d'une redevance particulière destinée à financer les charges du SPANC.

Les propriétaires disposant d'une installation d'Assainissement Non Collectif ne sont pas soumis aux redevances perçues pour l'assainissement collectif.

Qui est redevable de la redevance assainissement non collectif ?

La redevance concerne toutes les personnes équipées d'un système d'assainissement non collectif faisant l'objet d'un contrôle.

L'absence de zonage d'assainissement n'empêche en rien la mise en recouvrement si le contrôle est effectivement réalisé.

En cas d'existence d'un zonage d'assainissement, la localisation en zone « collectif » ou « non collectif » est sans effet sur le champ d'intervention du SPANC qui doit contrôler tous les systèmes d'assainissement non collectif installés sur le territoire de la commune, indépendamment des zones dans lesquelles ils se trouvent.

Les redevances relatives aux missions d'assainissement non collectif sont votées annuellement par l'assemblée générale des élus du SMDEA.

Le SMDEA est administré par un Conseil d'Administration composé de 28 membres, dont 23 sont élus par les 401 délégués des collectivités adhérentes et 5 désignés par le Conseil Départemental de l'Ariège.

Le SMDEA est composé :

D'une Direction Générale à laquelle sont directement rattachés 4 directions.

La Direction de l'information, chargée de la communication, du conseil en gestion et système d'information

La Direction technique, chargée du pôle travaux, du pôle d'aménagement du territoire, du pôle assainissement et du pôle eau potable

La Direction de l'Administration et des Finances, chargée du pôle logistique, du pôle juridique, du pôle finances et du pôle gestion des abonnés

La Direction des Ressources humaines, chargée de la gestion des ressources humaines et de la santé et sécurité au travail

5 engagements du SMDEA 09 autour d'un projet commun :

- Développement durable du territoire
- Service public de l'eau et de l'assainissement
- Qualité de service envers les usagers
- Environnement de travail, motivant, juste et favorisant la performance
- Solidarité des territoires.

II.1 Principaux généraux de l'assainissement des eaux usées

Le terme d'assainissement s'applique à la collecte et au traitement des eaux usées et des eaux pluviales, les unes et les autres transitant par les tuyauteries d'une construction.

Les eaux usées de nos habitations nécessitent d'être évacuées puis restituées dans le milieu naturel tout en préservant la santé publique et l'environnement. Il convient donc de traiter les polluants véhiculés par nos eaux usées (essentiellement matière organique, azote et phosphore) afin de limiter leur impact sur les milieux aquatiques.

Les eaux usées, rendues impropres au rejet direct dans le milieu naturel, proviennent des équipements domestiques (évier, lavabos, toilettes, lave-linge, lave-vaisselle) ou des industries.

Les eaux usées domestiques regroupent les eaux vannes et les eaux ménagères. Les eaux vannes

proviennent des toilettes et peuvent contenir des germes pathogènes (risque sanitaire important). Les eaux ménagères proviennent elles, de tous les autres usages domestiques : toilette corporelle, nettoyage de locaux, lavage du linge, vaisselle, activités de cuisine etc.

Contenant micro-organismes potentiellement pathogènes, matières organiques, matière azotée, phosphorée ou en suspension, ces eaux usées, polluées, peuvent être à l'origine de nuisances environnementales et de risques sanitaires significatifs. Leur assainissement collectif ou non vise donc à prévenir plusieurs types de risques, qu'ils soient sanitaires ou environnementaux.

Le zonage d'assainissement découle directement des conclusions des phases précédentes du schéma directeur d'assainissement. L'assainissement géré par le SMDEA se développe autour de deux filières : l'assainissement collectif et l'assainissement autonome.

Le zonage d'assainissement prend en compte les futures constructions prévues par la Commune au titre du SCOT et du PLU, cela signifie qu'une charge organique (apport en matières) et hydraulique (apport d'eau) seront à traiter en plus au niveau des stations d'épuration. Or, chaque station d'épuration est dimensionnée pour un nombre d'habitants limité ou « équivalent habitant », déterminant la quantité de pollution et le volume d'eau acceptables en entrée de station, afin de garantir un traitement efficace de ses rejets d'eau usées traités. En cas de capacité suffisante, une réhabilitation de la station d'épuration peut être envisagée.

Les travaux de mise en conformité d'une station d'épuration sont des investissements très importants.

II.2 Assainissement collectif

L'assainissement collectif peut être séparatif (la collecte des eaux usées et pluviales est séparée) ou unitaire (les eaux usées et pluviales sont recueillies dans un réseau unique). Dans ce dernier cas le raccordement des eaux pluviales au collecteur public n'est autorisé que si une étude met en évidence l'impossibilité d'une gestion des eaux de pluie à la parcelle.

L'assainissement collectif des eaux usées vise à améliorer la situation sanitaire globale de l'environnement dans ses différentes composantes : collecte, traitement et évacuation des déchets liquides et solides.

L'objectif principal est la prévention du contact humain avec les substances évacuées. Un mauvais assainissement peut causer des problèmes de santé majeurs.

Les systèmes collectifs d'assainissement des eaux usées s'appuient sur les égouts, qui conduisent les effluents vers les stations de traitement des eaux.

Ces eaux usées suivent un cycle technique pour leur traitement :

- **Collecte des eaux usées** : Les eaux usées sont collectées dans le réseau d'assainissement qui les amène jusqu'à la station d'épuration.
- **Dégrillage** : L'eau traverse des grilles qui arrêtent les corps flottants et les gros déchets.
- **Dessablage et Déshuilage** : Les sables et les graviers se déposent au fond des bassins et sont évacués, c'est le dessablage. Le déshuilage permet aux huiles et aux graisses de remonter à la surface pour être collectées.
- **Décantation primaire** : L'eau épurée est séparée de la boue par décantation : les matières en suspension se déposent par simple gravité au fond des bassins, sous forme de boues, ensuite récupérées au fond par pompage.
- **Traitement secondaire** : Le traitement secondaire élimine les matières organiques et les substances minérales en solution dans l'eau. Ce traitement peut être effectué par aération : l'eau séjourne dans un bassin à boues « activées » (qui contiennent des bactéries), ces bactéries consomment la pollution et en s'agglomérant forment des boues « biologiques » ensuite évacuées. Le traitement secondaire peut aussi être d'ordre physico-chimique : les éléments polluants sont transformés chimiquement.
- **Rejet en milieu naturel** : Après traitement secondaire, l'eau est déjà épurée à 90%, elle est dite propre. Elle est alors rejetée en milieu naturel qui achève de résorber la pollution par

épuration naturelle. Il ne faut pas confondre eau potable et eau propre. Les eaux usées une fois épurées, deviennent des eaux propres mais ne sont pas des eaux buvables par l'homme.

- **Évacuation des boues** : Les boues sont récupérées, évacuées et transformées en un produit stabilisé et sain : le compost.

Le SMDEA 09 est compétent pour entreprendre sur l'ensemble du territoire des communes adhérentes : l'étude, la réalisation, extension, amélioration, contrôle, entretien, exploitation et maîtrise d'ouvrage des équipements publics de collecte, de transport et de traitement des eaux usées.

L'entretien et l'investissement des réseaux publics, notamment en cas d'extension de réseau sont à la charge du SMDEA.

En parallèle le particulier doit supporter les frais suivants en cas de raccordement :

- le forfait de raccordement pour un branchement d'assainissement
- la participation forfaitaire à l'assainissement collectif, redevable uniquement à l'achèvement des travaux, elle varie en fonction d'un calcul qui dépend de la surface, et de la typologie de l'activité du bâtiment

le tarif de l'assainissement se compose d'une part fixe et d'une part variable par tranche de mètres cubes consommés.

A noter que les travaux de raccordement sur la partie privée sont aussi à la charge du particulier. L'intervention du SMDEA s'arrête en limite du domaine public, par l'installation du tabouret ou boîte de branchement.

II.3 Assainissement non collectif

Lorsque les conditions ne sont pas remplies pour raccorder une construction à un réseau collectif, il est mis en place obligatoirement un système individuel, lequel doit répondre à des normes très strictes édictées par le SMDEA gestionnaire du service.

L'assainissement non collectif (ANC), aussi appelé assainissement autonome ou individuel, désigne les installations de traitement des eaux domestiques des habitations qui ne sont pas desservies par un réseau public de collecte des eaux usées et qui doivent en conséquence traiter elles-mêmes leurs eaux usées avant de les rejeter dans le milieu naturel.

L'ANC est reconnu comme une solution à part entière, alternative au réseau public de collecte et au moins aussi efficace, avec un impact environnemental des rejets moindre en zone rurale.

Il constitue la solution technique et économique la mieux adaptée en milieu rural.

Les autres critères de choix du type d'assainissement non collectif sont :

* l'aptitude des sols à l'épandage souterrain. L'étude des sols fait intervenir plusieurs critères, notamment la nature géologique, la profondeur du sol, les possibilités d'engorgement en eau et l'appréciation de sa perméabilité.

* la contrainte de l'habitat : la taille de la parcelle, l'absence ou la présence de pentes ou de terrasses, son aménagement (présence d'arbres, d'arbustes, de dallées bétonnées, d'allées bitumées, d'escalier), ses accès, l'exutoire de l'épandage.

1 - ENVIRONNEMENT DU PROJET

1.1 Etat actuel de l'assainissement

La commune de Montbel n'est pas équipée aujourd'hui d'un système d'assainissement collectif. Les habitations disposent donc d'un dispositif autonome.

La mise en œuvre de l'assainissement non collectif (ANC) tel qu'il existe aujourd'hui se heurte néanmoins à plusieurs contraintes :

- Présence d'espaces boisés et de zones humides
- Présence du Lac de Montbel
- Nature des sols
- Pentes du terrain.

Pour la carte d'aptitude des sols il n'y a aucune donnée disponible, toutefois la nature des sols révèle, notamment pour le centre-bourg et les abords du Lac, une « aptitude peu favorable à un traitement par le sol existant, du fait de la perméabilité et de l'épaisseur de sol utilisable ». L'épaisseur réellement utilisable est de moins d'1m pour envisager un épandage souterrain classique à faible profondeur.

Du fait du manque de données, aucune filière de traitement n'est préconisée selon les secteurs.

Sur le territoire communal de Montbel, 53 installations d'assainissement non collectif sur 90 ont été contrôlées par le SPANC. Les données synthétisées permettent de mettre en évidence les points suivants :

* Installations conformes	=	5	(9 %)
* Installations avec avis favorable	=	4	(8 %)
* Installations avec avis favorable sous réserve	=	14	(26 %)
* Installations avec avis défavorable	=	28	(53 %)
* Installation non conforme	=	1	(2 %)

parmi lesquelles :

Prétraitement

- 7 installations sont équipées d'un bac à graisse
- 3 installations possèdent une fosse septique
- 23 installations possèdent une fosse toutes eaux
- 2 installations sont une micro-station à culture libre
- 13 installations n'ont aucun traitement

Traitement

- 5 installations possèdent un autre traitement
- 22 installations possèdent une filière traditionnelle
- 4 installations possèdent un filtre compact
- 1 installation possède un filtre planté
- 1 installation est une micro station à cultures fixées agréées
- 1 installations est une micro station à cultures libres agréées.

Les visites diagnostics des dispositifs d'assainissement non collectif ont été réalisées sur 59 % de l'ensemble de la commune. Les logements concernés sont dispersés sur le territoire communal.

Il a été retenu un taux de conformité sur la base des résultats de l'enquête lors des contrôles de bon fonctionnement correspondant aux installation en assainissement non collectif (ANC) existantes car ceux-ci sont les plus représentatifs des installations rencontrées sur le territoire communal. Ainsi dans le cas où le mode

actuel de traitement des eaux usées serait inchangé (assainissement non collectif), il serait nécessaire de réhabiliter ou mettre en conformité 83 % des dispositifs d'assainissement existants.

Le risque de remontée de nappe est présent sur les communes du secteur, notamment aux abords de l'Hers. Montbel fait partie des communes les plus sensibles.

Concernant l'aptitude des sols à l'infiltration des rejets, les types de terrain rencontrés sur la commune et ses hameaux et lieux-dits sont souvent peu favorables à la mise en œuvre des techniques de l'assainissement autonome avec infiltration.

Les possibilités d'évacuer les eaux usées par infiltration dans le sol sont faibles.

Les tranchées d'épandage représentent le traitement le plus répandu sur la commune.

1.2 La station d'épuration

Montbel n'est raccordée à aucune Station d'épuration.

1.3 Compatibilités avec les documents Loi sur l'eau

Il est à préciser que

- Montbel est soumise à un PLUi (Plan Local d'Urbanisme Intercommunal) approuvé et opposable depuis le 18 Novembre 2021 en cours de révision
- Le nouveau SDAGE du Bassin Adour Garonne 2022/2027 adopté le 10 Mars 2022, il est en application sur le territoire de Montbel depuis le 4 Avril 2022.
- Le futur SAGE « Bassin versant des Pyrénées Ariégeoises » est en cours d'élaboration sur le secteur concerné et n'est pas encore approuvé
- Elle se situe en zone de répartition des eaux (ZRE) Bassin Adour Garonne modifiée le 7 Juin 2017 pour l'insuffisance des ressources par apport aux besoins
- Elle s'inscrit dans le site d'intérêt communautaire Natura 2000 « Garonne, Ariège, Hers, Salat, Pique et Neste »
- Montbel est concernée par quatre ZNIEFF dont deux de type I « Lac de Montbel et partie orientale du bas pays d'Olmes » Code n° 730003043 ; « Coteaux secs, vallons et collines de l'ouest du bas pays d'Olmes » Code n° 730030527 et par deux de type II « Coteaux du Palassou » Code n° 730011976 et « Forêt de Mercoire » Code n° 910007376. Au regard du SRCE, elle est en grande partie couverte par des réservoirs de type « ouvert de plaine ».

Avec une superficie de 6 387 km², le périmètre de SAGE souhaité des Bassins Versants des Pyrénées Ariégeoises constitue l'un des grands territoires de SAGE au niveau national.

Il regroupe 5 sous-bassins versants situés à moins de 50 km au sud de l'agglomération toulousaine:

- 3 affluents de la Garonne amont (Salat, Volp, Arize);
- le bassin versant de l'Ariège et ses affluents directs, l'Hers vif et la Lèze.

Montbel n'est pas soumise à un Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN). Il est toutefois à préciser que le territoire de la commune est vulnérable à différents aléas naturels : inondations, climatiques (grand froid ou canicule), feux de forêts, mouvements de terrains et séisme (sismicité modérée).

Certaines parties du territoire communal sont susceptibles d'être affectées par le risque d'inondation par débordement, crue torrentielle d'un cours d'eau, ou ruissellement d'un versant.

Les mouvements de terrains susceptibles de se produire sur la commune sont soit des chutes de blocs, soit des glissements de terrains, soit des mouvements liés au retrait-gonflement des argiles. Près de 50 % de la superficie du département est concernée par l'aléa retrait gonflement des argiles, dont la commune de Montbel.

Il est également exposé à un risque technologique : la rupture d'un barrage. Sur le département de l'Ariège on dénombre cinq grands barrages susceptibles d'occasionner des dégâts en cas de rupture. La commune fait partie des 80 communes susceptibles d'être touchées par l'onde de submersion consécutive à la rupture d'un de ces barrages. Sur son territoire est en effet implanté le Barrage de Montbel, faisant l'objet d'un P.P.I. (Plan de Prévention des Inondations).

1.4 Compatibilités avec le PLUi

Le territoire de la Communauté des Communes du Pays de Mirepoix n'est pas couvert par un SCOT (Schéma de cohérence Territoriale) et ne bénéficie donc pas de documents cadre dit « intégrateur », il est donc nécessaire de s'assurer que le PLUi tienne compte des enjeux et objectifs définis au niveau supra communautaire et notamment dans les documents suivants :

- SDAGE Adour Garonne
- SRCE Midi Pyrénées
- SRCAE Midi Pyrénées.

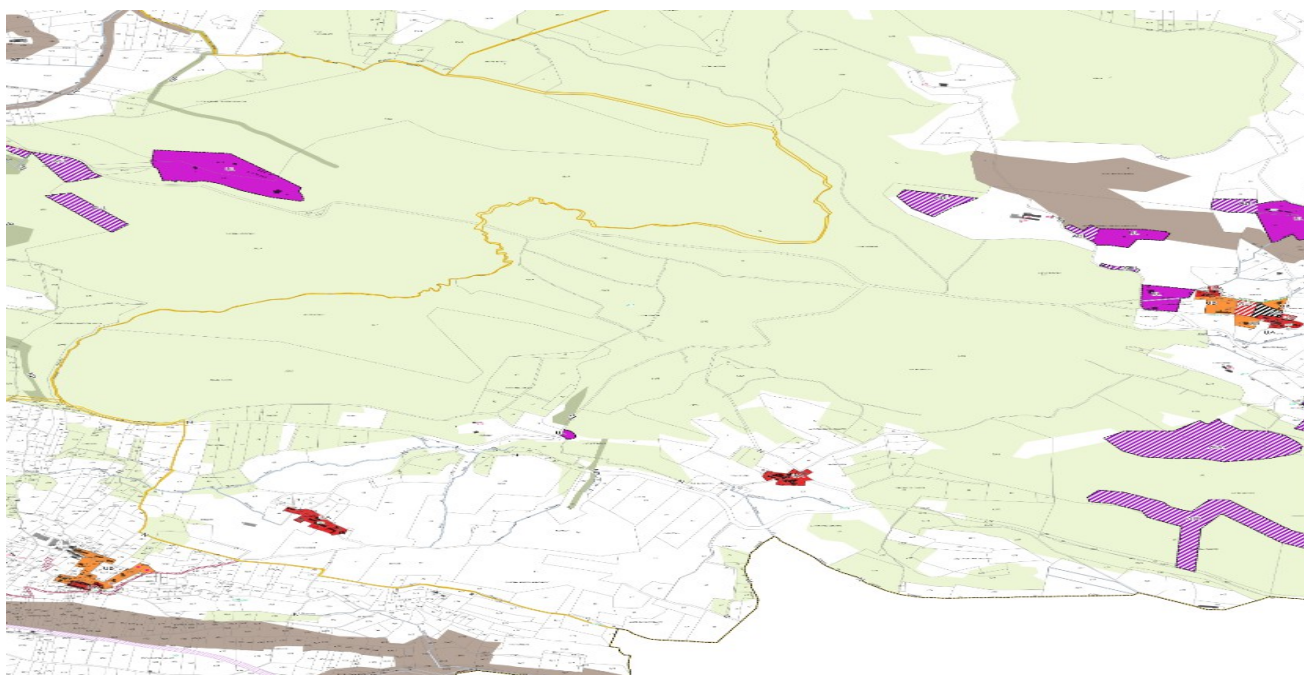
Le PLUi de la Communauté des Communes du Pays de Mirepoix a été approuvé et est opposable depuis le 18 Novembre 2021. Son PADD a été développé de façon à répondre aux différents enjeux rencontrés par le territoire et par la commune en particulier.

Les 4 orientations prises par la communautés de communes en termes d'aménagements futurs sont les suivantes :

- 1) : Anticiper le vieillissement de la population et viser un renouvellement générationnel sur le territoire
- 2) : Assurer un développement communautaire de qualité
- 3) : Utiliser les ressources du territoire pour assurer son développement
- 4) : Préserver le patrimoine intercommunal : son atout majeur

Le PLUi, nouvellement approuvé et opposable, basé sur les orientations définies au PADD prévoit le développement de 6 zones à destination d'habitat sur la commune de Montbel.

Ci-dessous cartes du PLUi approuvé Commune de Montbel



OAP TH = Opération d'Aménagement et de Programmation Thématique.

*OAP TH 6 correspondant au Secteur de Montbel Le Fort, projet relatif à l'implantation d'une dizaine de roulotte en conservant la densité boisée dans cette avancée sur le lac avec un faible impact environnemental et paysager. Cette opération est prévue sur une superficie de 20 780 m² et est située en zone AUL.

Abords du lac de Montbel (2)

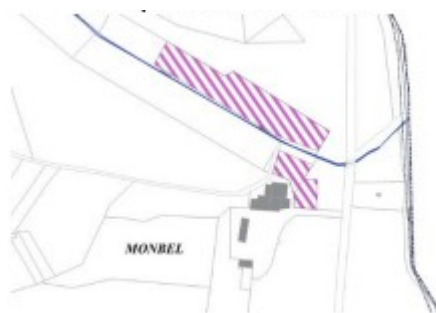


* OAP TH 7 correspondant au développement de la plage de Montbel avec création de 5 gîtes, d'une aire camping-cars, d'une aire de stationnement avec un espace de «snacking». Cette opération est située en zone UL/AUL

Abords du lac de Montbel (1)



* OAP TH 8 correspondant au développement de 25 HLL de type cabanes, sans abattage d'arbres. Cette opération d'une surface de 4 417 m² est située en zone AUL2. Ce projet a été reporté sur les berges du Lac de Montbel pourtour du Lac de Montbel



*OAP TH 9 correspondant au Secteur La Guinguette de Montbel, projet relatif au réinvestissement d'un ancien site de restauration pour la création d'une activité similaire. Cette opération est prévue sur une superficie de 1 636 m² et est située en zone AUL sans création d'hébergement.



* OAP TH 10 correspondant au Secteur La Joïa Centre de vacances et camping existant au Nord du village. Il est prévu l'extension du site

. par l'implantation limitée sur le Camping de 5 gîtes supplémentaires sur un périmètre réduit pour éviter les zones à enjeux écologiques forts, ainsi que pour exclure les parcelles de pelouse. Elle est prévue sur une superficie de 5 807 m² et se situe en zone UL.

. par l'implantation sur le Centre de Vacances de 10 gîtes supplémentaires sur les terrasses existantes et non boisées. Elle est prévue sur une superficie de 10 987 m² et se situe en zone UL/AUL.

Montbel extension du centre de vacances



Montbel extension du centre de vacances



OAP SE = Opération d'Aménagement et de Programmation Sectorielle.

* OAP SE 42 correspondant à l'intensification de la profondeur de la trame urbaine existant dans le centre bourg avec la création de 5 logements sur la parcelle 134. Cette opération est située en zone AU.

ZONE UL : Zone urbaine vouée aux Loisirs

ZONE AUL : Zone urbanisée vouée aux loisirs

Zone AUL2 : Zone urbanisée vouée aux loisirs sur les bords du Lac de Montbel

Deux zones du territoire de Montbel et autour du Lac ont été soit fermées, soit réduites à l'urbanisation sur le PLUi en vigueur par rapport aux anciens documents d'urbanisme de Montbel.

1 - La zone AUs est fermée à l'urbanisation étant donné sa situation en continuité directe avec une autre zone à urbaniser ouverte à l'urbanisation au cœur du bourg de Montbel. Cette opération était prévue sur une surface de 5 535 m².



2 - La zone réduite à l'urbanisation concerne le Secteur du Parc Résidentiel de Loisirs. Elle a fait suite au respect de l'objectif de réduire les zones à vocation de loisirs autour du Lac et à l'arrêt du projet de Parc en accord avec les services de l'Etat. Cette opération est maintenant prévue sur une surface de 15 948 m² et située au lieu-dit Luga ou La Campagne.



L'étude du PLUi s'est avérée indispensable pour une bonne compréhension du dossier, pour les caractéristiques concernant les OAP et pour la localisation de certaines parcelles.

1.5 Le contexte hydrographique du secteur

Le climat qui caractérise la commune est qualifié, en 2010, de « climat océanique altéré ». En 2020, la commune ressort du type « climat de montagne » dont la température décroît rapidement en fonction de l'altitude. On observe une nébulosité minimale en hiver et maximale en été. Les vents et les précipitations varient notablement selon le lieu. À l'est du département, l'influence méditerranéenne accentue les contrastes saisonniers, le climat y est plus sec.

La Rivière Le Grand Hers, le Ruisseau de la Trière, le Ruisseau Longis sont les principaux cours d'eau qui traversent la commune de Montbel.

La commune est dans le Bassin versant de la Garonne, au sein du Bassin hydrographique Adour-Garonne. Elle est drainée par l'Hers Vif, le ruisseau de Rieutort, le ruisseau de Trière et par divers petits cours d'eau, constituant un réseau hydrographique de 17 km de longueur totale.

Concernant l'état de la masse d'eau :

Masse d'eau	Etat écologique	Etat chimique
L'HERS VIF	BON	BON
LA TOUYRE	MOYEN	MAUVAIS

15 masses d'eau superficielles sont présentes sur l'ensemble du territoire. L'Hers, le ruisseau de Malegoude, le Countirou, le Touyre et le ruisseau de Mazerolles sont potentiellement concernés par des rejets des eaux traitées en fonction des projets de mise en place de l'assainissement collectif retenus.

Six masses d'eau souterraines sont présentes sous l'ensemble des communes actuellement non soumises à assainissement collectif dont toutes sous le territoire de Montbel.

Ces aquaifères situent au niveau de la basse terrasse de la plaine alluviale de l'Ariège. Ces masses soutiennent le débit des cours d'eau, leur alimentation se fait par pluviométrie – celle-ci est sensible au climat et vulnérable aux pollutions des eaux de surface.

Dans le piémont molassique, zone concernée par le présent dossier, la moyenne des précipitations s'établit aux alentours de 770 mm en moyenne (exemple: Pamiers, 772 mm par an sur la période 1995-2010).

De nombreuses zones humides sont présentes sur le territoire : étangs et ripisylves de l'Hers et du Touyre. Montbel compte 8 zones constituées du réservoir Tuilerie, des étangs Les Baylards – La Palette et La Fontaine de Mi-Chemin, de la Zone Humide Les Clavels et du Lac de Montbel.

1.6 Le contexte géologique du secteur

Les Pyrénées sont des montagnes relativement jeunes, dont la naissance en milieu marin remonte à 40 millions d'années suite à la collision de deux plaques de la croûte terrestre. Quatre grandes unités naturelles de relief se distinguent dont le piémont molassique ou Bassin aquitain (dépôts molassiques (jusqu'à 1 400 m d'épaisseur), d'âge tertiaire, issus de l'érosion du Massif Central et des Pyrénées, qui sont recoupés par les vallées alluviales des principaux cours d'eau, constituées de dépôts alluvionnaires caillouteux ou limons perméables : sols bruns calcaires (terreforts) et des sols bruns lessivés (boulbènes), à l'origine de bonnes terres agricoles), occupant tout le nord du département de l'Ariège, et partagée en son milieu par la vallée de l'Ariège. L'altitude de ce secteur ne dépasse guère 400 m, sauf dans la région sud-est, entre la vallée de l'Hers et l'anticlinal de Lavelanet, pouvant atteindre 700 m de hauteur au contact de la chaîne plissée.

La commune est située dans le Bassin Aquitain deuxième plus grand bassin sédimentaire français certaines parties étant recouvertes par des formations superficielles molassique composées essentiellement de marnes entrecoupées de bancs de grès et de conglomérats.

Les terrains affleurants sur le territoire communal sont constitués de roches sédimentaires datant du Cénozoïque débutant il y a 66 millions d'années. Le village se situe sur un territoire formé lors du tertiaire, sur un sol mêlant poudingue et molasse sur des strates placées sur la faille Nord Pyrénéenne. Les alluvions de la basse terrasse de l'Hers sont notamment constituées de sable, de calcaires et de dolomies. Les alluvions de l'Ariège et de ses affluents sont bien présentes.

Montbel est environnée de coteaux qui présentent des sols à dominante argileuse recouvrant des argiles pouvant renfermer quelques galets provenant de l'altération des matériaux molassique ou laissant apparaître la marne à faible profondeur. Des formations colluviales s'établissent sur la partie inférieure des versants, et masque le raccordement avec les alluvions. Ces colluvions présentent une nature argileuse. Des calcaires, sables et dolomies sont aussi présents sur le secteur.

Son relief est relativement accidenté (terrains plissés) puisque le dénivelé maximal atteint 242 mètres. L'altitude du territoire varie entre 345 m et 587 m.

1 - ANALYSE DU DOSSIER SOUMIS A ENQUETE

2.1 Composition du dossier mis à la disposition du public

Le présent dossier soumis à l'enquête publique comprend :

- Dossier de modification du projet de révision du zonage du SMDEA du 09/01/23 pour Mirepoix et La Bastide de Bousignac
- Schéma Directeur d'Assainissement des Eaux usées avec
 - ▶ la présentation des collectivités et de leur environnement
 - ▶ l'évaluation du fonctionnement du système collectif et non collectif
 - ▶ le justificatif du zonage d'assainissement (extensions, scénarios)
 - ▶ le zonage d'assainissement (cartes, volets financiers)
 - ▶ les généralités relatives à l'assainissement collectif et non collectif
- Notice du zonage rédigée par le SMDEA avec un résumé non technique reprenant
 - ▶ le contexte réglementaire de l'enquête
 - ▶ l'objet de l'enquête et son déroulement
 - ▶ les caractéristiques du projet de zonage (récapitulatif)
 - ▶ le plan des propositions de révision des zonages.
- Les délibérations et arrêtés Tribunal Administratif, Agence Environnementale, SMDEA
- Copie de l'Avis de la MRAe
- Copie des publications dans deux journaux

2.2 Analyse des différentes pièces du dossier

2.2.1 Notice du zonage

Ce document fait un résumé non technique du dossier. Il reprend les textes réglementaires, l'objet succinct de l'enquête et les modalités de tenue de celle-ci. Il présente le contexte de l'étude et uniquement les scénarios retenus sur les 29 communes du Pays de Mirepoix et les 29 plans.

En ce qui concerne les nouveaux plans de zonage envisagés, certains d'entre eux sont erronés (La Bastide de Bousignac, Mirepoix).

Par contre la délibération du Conseil d'Administration du SMDEA et l'avis de la MRAe ont été omis dans les annexes.

2.2.2 Schéma Directeur d'assainissement

L'Agence de l'Eau Adour-Garonne (AEAG) a lancé en 2016 un appel à projets aux différents gestionnaires des services d'assainissement dans le but d'atteindre au plus vite l'objectif d'état écologique des masses d'eau fixé par le SDAGE 2016-2021 (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux).

Cet objectif consistant à atteindre un taux de 69% des masses d'eau en bon état écologique, taux fixé par la Directive européenne Cadre sur l'Eau. Cet appel à projets concerne les systèmes d'assainissement dont les rejets sont situés sur des masses d'eau inférieures au bon état écologique avec une pollution domestique importante.

La commune de Montbel, située en Ariège, adhérente au SMDEA pour l'Eau et l'Assainissement, ne dispose pas d'un réseau d'assainissement collectif ni d'un système de traitement des eaux usées.

Dans le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées présenté par le SMDEA 09, aucun travaux n'est préconisé sur la Commune et ses abords.

Le milieu récepteur est constitué selon les secteurs par le sol des parcelles concernées et par les cours d'eau à proximité ainsi que par le Plan d'Eau de Montbel.

L'impact de ces rejets sur l'Hers Vif, qui est qualifié d'un bon état écologique et chimique, est non significative.

Dans ce contexte, le SMDEA 09 a lancé la réalisation d'un schéma directeur des eaux usées dans le but de réaliser un état des lieux des infrastructures de collecte et de traitement existantes et d'apporter des solutions durables permettant d'allier le développement de ce territoire et le respect de l'environnement.

Le schéma directeur d'assainissement a pour objectif :

- De réaliser un diagnostic de l'état actuel et du fonctionnement du réseau d'assainissement et de(s) station(s) d'épuration. Pour cela, le schéma directeur synthétise les informations disponibles sur la commune, analyse le fonctionnement du système d'assainissement existant (réalisation de plans des réseaux), réalise un diagnostic des stations d'épuration ;
- De définir les actions à mener pour améliorer le système d'assainissement. Pour cela, un programme hiérarchisé de travaux est réalisé, en prenant en compte les possibilités financières de la commune et les objectifs de protection du milieu naturel.

Le schéma directeur d'assainissement constitue de fait un outil d'aide à la décision pour les élus et permet d'établir un programme global, cohérent et pluriannuel des équipements à réaliser.

Ce schéma directeur d'assainissement s'appuie donc sur l'examen de l'ensemble des équipements en place et sur les perspectives de développement de la commune pour faire les choix adaptés concernant la nature, la capacité et les performances des ouvrages nécessaires.

Les obligations des communes en matière de planification de l'assainissement sont les suivantes :

- L'établissement du programme d'assainissement qui résulte du diagnostic des ouvrages d'assainissement collectif et qui conclut sur les améliorations à apporter.
- L'établissement du zonage d'assainissement, qui délimite les zones d'assainissement collectif et non collectif. Cette compétence a été transférée par la Commune au SMDEA.

Le Schéma Directeur d'Assainissement :

- intègre ces obligations,
- synthétise les informations disponibles sur la commune (PHASE 1), analyse le fonctionnement du système d'assainissement existant, détermine les charges à traiter par les ouvrages d'épuration ainsi que leurs performances épuratoires (PHASE 2), définit les variantes envisageables et les compare d'un point de vue technico-économique (PHASE 3),
- définit un programme hiérarchisé de travaux lié à la politique de l'urbanisme, aux possibilités financières de la commune et aux objectifs de protection du milieu naturel (PHASE 4).

Il constitue de fait un outil d'aide à la décision pour les élus et permet d'établir un programme global, cohérent et pluriannuel des équipements à réaliser. Ce schéma directeur d'assainissement s'appuie donc sur l'examen de l'ensemble des équipements en place et sur les perspectives de développement de la commune pour faire les choix adaptés concernant la nature, la capacité et les performances des ouvrages nécessaires.

Le Schéma Directeur du dossier d'enquête présente d'une manière globale les 29 collectivités du territoire du Pays de Mirepoix concernées par les révisions de leur zonage d'assainissement sur Mirepoix Est et Mirepoix Ouest et leurs caractéristiques tant générales que relatives à l'assainissement collectif ou non collectif.

En ce qui concerne les OAP, le public ne possède pas de fond de plan PLUi pour vérifier selon leur implantation s'il y a ou non intégration dans le réseau d'assainissement existant et proposé.

Cette commune ne dispose pas d'un réseau d'assainissement collectif ni d'un système de traitement des eaux usées. Dans le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées présenté par le SMDEA 09, aucun travaux n'est préconisé sur la Commune et ses abords.

Le milieu récepteur est constitué selon les secteurs par le sol des parcelles concernées.

2.2.3 Plans parcellaires – Différences de zonages

Le projet de révision du zonage d'assainissement eaux usées de Montbel préconise le maintien de l'intégralité du territoire en assainissement non collectif, malgré l'adjonction sur le PLUi des six OAP TH et d'une OAP SE ainsi que la suppression d'une zone destinée à l'habitat et la réduction d'une autre.

Dans le PADD du PLUi ont été déterminées sept OAP qui n'influent pas sur le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées initial sur Montbel.

- OAP TH 6 = Commune de MONTBEL – Secteur Montbel Le Fort
Création d'une dizaine de roulottes
Zonage passé en zone AUL
- OAP TH 7 = Commune de MONTBEL – Plage du Lac de Montbel
Création structures accueil sans logement
Zonage reste en zone UL/AUL
- OAP TH 8 = Commune de MONTBEL – Berges du Lac de Montbel - Création de cabanes
Zonage passé en zone UL2
- OAP TH 9 = Commune de MONTBEL – La Guinguette – Reprise structure restauration
Zonage passé en zone UL
- OAP TH 10 = Commune de MONTBEL – Centre de vacances La Joïa et Camping – Création de gîtes
Zonage passé en zone UL/AUL
- OAP TH 11 = Commune de MONTBEL – ZAE – Dynamisation sans création de logement
- OAP SE 42 = Commune de MONTBEL - Secteur Sud - Création de 5 logements
Zonage passé en zone AU

Selon le choix du SMDEA, elles restent en assainissement non collectif.

La carte correspondant au projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées de Montbel ne présente aucune différence avec le zonage initial. Il n'y a eu aucune intégration ou suppression de parcelles.

2.2.4 Dossier administratif

La majorité des informations nécessaires à la compréhension de l'enquête figuraient dans le dossier, mais les recherches pour le public se sont avérées laborieuses, la commune ne possédant pas son dossier propre comme demandé par la Commissaire enquêteur lors de la réunion préparatoire de l'enquête. Figuraient dans les documents fournis, des informations sur la totalité des 14 communes du secteur Mirepoix Est mais aussi des informations et des plans sur les communes du secteur de Mirepoix Ouest. La plupart des plans n'étaient pas classés par ordre alphabétique, et la numérotation de leurs pages n'était pas incluse dans la numérotation globale du dossier. Suite aux entretiens avec les maires, la commissaire enquêteur a transmis à chaque commune une liste reprenant les pages la concernant sur les dossiers concernés de l'enquête.

La liste des pièces administratives était complète suite à la demande d'adjonction de documents de la CE. Il est à préciser que le dossier d'enquête n'est parvenu à la Commissaire Enquêteur que le 22 Novembre 2022, qui a auparavant travaillé avec les Schémas Directeurs fournis par le SMDEA.

La numérotation des OAP diffère entre le PLUi et le Schéma Directeur. L'OAP SE42 de Montbel n'a pas été portée sur les cartes OAP Assainissement non collectif du Schéma Directeur du dossier d'enquête.

Une modification du dossier initial de l'enquête est intervenue le 9 Janvier 2023 par le SMDEA, elle concernait une modification du projet de zonage proposé pour les communes de Mirepoix et de La Bastide de Bousignac.

2.2.5 La méthode employée pour l'étude des différents scénarii

La visite sur Montbel est intervenue en Août 2019. Elle avait pour objectif de

- . définir les contraintes de l'habitat vis-à-vis de la mise en place de dispositifs d'assainissement non collectif ;
- . définir des scénarii de collecte des effluents en fonction des contraintes de milieu.

Ces différents scénarii sont basés sur les résultats ci-dessous :

1 – Visite des terrains

Des points topographiques du terrain naturel ont été relevés et intégrés au SIG (Système d'Information Géographique) afin de définir les possibilités d'écoulement gravitaire.

2 – Contraintes des sols pour l'installation de filières d'assainissement non collectif et pour la dispersion des eaux épurées

Les contraintes de l'habitat vis-à-vis de la mise en œuvre de l'assainissement non collectif tiennent compte des critères suivants :

- . **Taille des parcelles** : bien qu'aucune surface minimum ne soit imposée pour la mise en place d'un assainissement non collectif, les filières de type traitement des eaux usées par infiltration dans le sol en place ou reconstitué nécessitent de disposer d'une surface de terrain suffisante.

- . **Relief, pente**

- . **Capacité des sols à l'infiltration**

Dans certains cas, il est possible de mettre en place des filières compactes qui permettent de réduire la place nécessaire.

Toutefois, l'absence de parcelle de terrain ou la taille réduite peuvent entraîner une complexité voire une infaisabilité pour un assainissement non collectif conforme aux normes.

Le classement se fait pour chaque scénario selon :

- l'évaluation financière du projet (investissement, fonctionnement)
- l'évaluation technique (faisabilité, foncier)
- l'évaluation environnementale (présence d'exutoire).

3 – Scénarii retenus

Ils correspondent

- soit à plusieurs possibilités techniques, qui dépendent du dimensionnement retenu par rapport au flux à collecter. Ces possibilités se calculent sur la base de la consommation en eau potable (150 l/j/EH) et sur

la base du taux d'occupation (1,80 % pour Montbel) ou sur la base du taux d'occupation de la commune que l'on multiplie par le nombre d'habitations à raccorder, en conservant la valeur la plus élevée.

- soit à plusieurs étendues de la zone desservie pour le réseau d'assainissement projeté.

2.3 Différents scénarii examinés

La commune de Montbel se situe dans le département de l'Ariège. La commune, d'une superficie de 1 736 hectares, compte 99 habitants ; sa population a diminué de 1,4 % entre 2012 et 2017. Le territoire communal compte une unité urbaine principale le bourg et de nombreuses unités urbaines secondaires disséminées le long du Plan d'Eau. La diminution progressive de la population mais l'augmentation de la fréquentation touristique du Lac de Montbel et de ses abords a induit une augmentation corrélative du nombre de logements indispensable à la location saisonnière. Le nombre de logements s'établit aujourd'hui à 79 avec un taux d'occupation de 1,80.

La commune de Montbel est rattachée à la communauté de communes « Pays de Mirepoix » qui regroupe aujourd'hui 33 communes.

Montbel a transféré sa compétence dans le domaine de l'urbanisme à la CC du Pays de Mirepoix qui a engagé l'élaboration de son plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) applicable depuis 2011. Ce document d'urbanisme fait l'objet d'une révision.

La commune dispose actuellement d'un schéma communal d'assainissement établi par le SMDEA mais ne dispose pas d'une carte d'aptitude des sols.

La commune n'est pas équipée d'un système d'assainissement collectif.

Dans ce contexte et afin de mettre en cohérence le PLUi et le zonage d'assainissement, le SMDEA09 a décidé de lancer une étude d'actualisation du schéma communal d'assainissement sur 29 des 33 communes du Pays de Mirepoix. Cette étude a pour but de définir, pour les zones urbanisées et urbanisables, un mode de collecte et de traitement des eaux usées adapté à la structure des sols, à l'objectif de qualité du milieu naturel et aux équipements existants.

2.3.1 *Maintien du schéma actuel en assainissement non collectif*

Le maintien du schéma communal d'assainissement actuel impliquerait de mettre en conformité une grande partie des installations existantes.

Le coût moyen de la réhabilitation d'un dispositif existant est estimé entre 5 000 et 10 000 € HT, ce coût moyen pouvant varier d'une installation à l'autre.

Dans le centre-bourg, 3 habitations ne possèdent pas de terrain suffisant pour leurs installations autonomes.

Le dossier d'enquête publique rappelle également les contraintes diverses rencontrées sur le territoire : perméabilité faible des terrains limitant le pouvoir d'infiltration et d'épuration du sol, présence d'un exutoire pour l'ensemble des installations à vérifier.

2.3.2 *Scénarii d'assainissement collectif*

Sur Montbel, aucun scénario d'assainissement collectif n'a été retenu, pour cause de caractère trop diffus de l'habitat qui n'a pas permis la mise en place d'un système d'assainissement collectif.

Le SMDEA ne propose aucun choix possible pour l'assainissement du territoire de Montbel. La détermination de la seule option retenue : le maintien en assainissement non collectif s'est effectuée sur la base d'une analyse multicritères (financier, environnemental, technique et foncier).

Du fait de l'impossibilité de raccordement à une unité de traitement et des contraintes environnementales du territoire, le SMDEA propose de maintenir Montbel en assainissement non collectif sur l'ensemble de ses secteurs, y compris les nouveaux secteurs ouverts à la construction. Sur cette commune, les contraintes liées à la mise en place d'un réseau d'assainissement collectif seraient trop importantes, tant financières que techniques et qu'environnementales au vu du faible nombre de raccordement à réaliser et de l'impossibilité technique de créer une STEP ou de créer un réseau et le raccorder à une STEP existante.

2.4 Synthèse de l'analyse du dossier

SUR LE FOND

Le Schéma Directeur comprenait

- * des informations sur la réglementation pour les secteurs en ANC et en AC,
- * un justificatif de zonage qui est un simple récapitulatif du secteur d'étude,
- * des Plans de zonage pour l'ensemble des 29 communes soumises à la révision de leur zonage dont 14 sur le secteur Est concerné par le présent dossier et 15 par le secteur Ouest non concerné par le présent dossier.

La Notice de Zonage comprenait

- * les textes réglementaires applicables dans le cadre de la présente enquête, les caractéristiques de son déroulement
- * un résumé non technique précisant l'objectif succinct de l'étude et son contexte

Elle présente uniquement les scénarii retenus s'il y a lieu sur les 29 communes du Pays de Mirepoix et enfin les futurs zonages proposés.

La délibération du Conseil d'Administration du SMDEA et l'avis de la MRAe ont été omis dans les annexes.

Ce dossier, parfois très technique, était partiellement compréhensible par un public même non averti. Les recherches pour répondre à certaines interrogations du public se sont avérées compliquées. L'adjonction des plans de localisation de toutes les OAP SE sur un fond de plan PLUi pour l'ensemble des 14 communes concernées par la présente enquête aurait été la bienvenue. Il en est de même pour la localisation des zones concernées par les modifications avec les numéros des parcelles concernées (cela a fait l'objet d'un complément de pièces).

Les données sur l'environnement (hydrographie, géologie, milieu naturel, risques naturels) sont précises et résument l'état initial, elles auraient pu être utilement complétées par une étude plus ciblée des impacts des projets sur celui-ci.

Le public a pu trouver des informations utiles concernant la réglementation relative à l'Assainissement Non Collectif comme l'obligation de réhabilitation et les investigations et les travaux à réaliser pour la mise en conformité des installations ; et à l'Assainissement collectif comme l'obligation de raccordement et les conditions et le coût de raccordement.

Le résumé non technique aurait mérité un complément d'information sur les raisons des choix en particulier au point de vue environnemental.

Une modification du projet de révision des plans de zonage d'assainissement eaux usées pour les communes de Mirepoix et de La Bastide de Bousignac a fait l'objet d'une adjonction de documents annexes en date du 9 Janvier 2023 dans le dossier soumis à enquête publique (Bordereau explicatif, plan précédent du projet de zonage, nouveau projet, liste des parcelles concernées).

Toutefois, ce dossier répond

- aux prescriptions du PLUi
- à l'aptitude des sols à recevoir de nouvelles installations d'assainissement non collectif des eaux usées sur les secteurs concernés
- aux prescriptions de la ZRE et des ZNIEFF concernées
- ainsi qu'aux objectifs précisés du SRADDET et de son ZAN.

SUR LA FORME

Le dossier d'instruction se compose de deux documents principaux : le Schéma Directeur et la Notice de zonage, ainsi que de pièces annexes.

Le Schéma Directeur intègre de nombreux plans, schéma, graphiques qui complètent le document, toutefois il manquerait les extraits de plans cadastraux pour les zones modifiées sur le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées.

Dans les documents présentés, les renseignements recherchés étaient difficiles d'accès pour un public non averti. Il aurait été souhaitable que, comme l'avait souligné la commissaire enquêteur, chaque commune possède son propre dossier comprenant d'une part des généralités et des informations communes à toute réalisation de la révision d'un zonage d'assainissement et d'autre part des renseignements précis concernant uniquement la commune objet de la présente enquête. La recherche d'informations aurait été plus rapide et plus synthétisée pour le public.

Dans le Résumé non technique, la décision du SMDEA par le biais de la délibération et l'avis de la MRAe sont manquantes. La Commissaire Enquêteur a demandé leur rajout lors de la signature des dossiers avant l'ouverture de l'enquête publique au titre des documents annexes.

1 - GENERALITES DU DOSSIER SOUMIS A ENQUETE

3.1 Cadre général du projet

3.1.1 Déroulement de la procédure

L'Agence de l'Eau Adour-Garonne (AEAG) a lancé en 2016 un appel à projets aux différents gestionnaires des services d'assainissement dans le but d'atteindre au plus vite l'objectif d'état écologique des masses d'eau fixé par le SDAGE 2016-2021 (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux).

Cet objectif consiste à atteindre un taux de 69% des masses d'eau en bon état écologique, taux fixé par la Directive européenne Cadre sur l'Eau.

Cet appel à projets concerne les systèmes d'assainissement dont les rejets sont situés sur des masses d'eau inférieures au bon état écologique avec une pollution domestique importante.

La commune de Montbel, adhérente au SMDEA pour l'Eau et l'Assainissement, ne dispose pas d'un système d'assainissement collectif (réseaux et stations d'épuration).

Dans ce contexte, le SMDEA 09 a lancé la réalisation d'un schéma directeur des eaux usées dans le but de réaliser un état des lieux actuel de l'assainissement sur la commune de Montbel, et d'apporter des solutions durables permettant d'allier le développement de ce territoire et le respect de l'environnement.

3.1.2 Lancement de l'enquête

Suite à la décision du Conseil d'Administration du SMDEA N° 2509 en date du 5 Juillet 2022 (cf ANNEXE 1), la Présidente a sollicité la désignation d'un commissaire enquêteur auprès du Tribunal Administratif de Toulouse.

Cette désignation est intervenue en date du 26 Septembre 2022 (cf ANNEXE 2).

Mme La Présidente du SMDEA de l'Ariège a pris un arrêté en date du 9 Novembre 2022, prescrivant la mise à l'enquête publique de la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la Commune de Montbel.

Cet arrêté précise les modalités de l'enquête : déroulement, permanences, mise à disposition du dossier d'enquête, recueil des observations du public, publicités, mise à disposition du public du rapport de l'enquête.

Le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la Commune a été arrêté en date du 5 Juillet 2022 et a été soumis à la mairie de Montbel en date du 8 Avril 2022, qui n'a pas émis d'avis sur les propositions du SMDEA, approuvant de ce fait selon les termes du courrier le projet de révision.

3.2 Objectif de l'enquête

La présente enquête publique porte sur la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de MONTBEL. Elle a transféré ses diverses compétences dans le domaine de l'eau potable, de l'assainissement collectif et non collectif et des milieux aquatiques au SMDEA 09 (syndicat mixte de l'eau et de l'assainissement de l'Ariège) qui est donc le maître d'ouvrage dans ce domaine.

L'objectif de la présente enquête est de réunir les éléments à charge et à décharge qui permettront à Madame la Présidente du SMDEA de l'Ariège, après avoir recueilli l'avis de la population, de se prononcer sur la révision du zonage d'assainissement des eaux usées sur le territoire de la Commune de Montbel telle que proposée dans la présente enquête publique, c'est-à-dire la détermination de l'implantation des zones soumises à assainissement collectif des eaux usées et par opposition la localisation des zones qui seront soumises à l'assainissement non collectif (ANC).

Cette révision est motivée par la volonté de mieux traduire dans un document à jour la cohérence indispensable entre

- le PLUi de la communauté de communes du Pays de Mirepoix approuvé en 2021 qui précise les perspectives de développement urbain les nouvelles zones à ouvrir à la construction
- les capacités d'assainissement du territoire avec l'évaluation des possibilités de mise en place d'un système d'assainissement collectif
- un programme d'investissement hiérarchisé et chiffré

Le document approuvé à l'issue de l'enquête sera joint des annexes sanitaires du PLUi.

3.3 Contexte administratif et réglementaire

L'influence de l'Union européenne dans le domaine de l'environnement est croissante en France. Les services publics d'eau et d'assainissement sont concernés par ces textes dont l'objectif commun est la préservation de l'environnement.

Comme pour l'eau potable, le service public d'assainissement constitue un domaine privilégié de coopération, soit sous la forme d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), soit à travers des syndicats mixtes. Dès lors qu'une commune confie à l'un de ces établissements publics de coopération l'exercice d'une ou plusieurs missions relevant de la compétence «assainissement», l'établissement public se substitue à la commune dans ses droits et obligations pour l'exercice de ladite compétence. L'étendue du transfert de compétence varie en fonction de la nature de l'établissement public qui en bénéficie.

- . **Loi** n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement
- . **Décret** n° 85-453 du 23 avril 1985 modifié pris pour l'application de la loi du 12 Juillet 1983
- . **Loi** n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques
- . **Article** 245 de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement
- . **Décret** n° 2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement
- . Articles L1331-1 à L 1331-16 du **Code Général de la Santé Publique** (Raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte - Prise en charge par les propriétaires, postérieurement à la mise en service du réseau public de collecte suite à astreinte de la commune, des travaux de raccordement, de mise hors service des fosses après raccordement, d'installation d'assainissement non collectif conforme, au versement de la PRE le cas échéant, A charge du propriétaire de faire régulièrement assurer, pour une installation d'assainissement non collectif l'entretien et la vidange par une personne agréée par le représentant de l'Etat dans le département, afin d'en garantir le bon fonctionnement ...)
- . **Code de l'Urbanisme** Articles L 123-1-5, L 151-24, R 431-16 modifié par le Décret n° 2020-844 du 3 Juillet 2020 Article 15, L.123-1, L. 332-6-1 et L.311-4, L.421-3, R.421-2
- . **Code Général des Collectivités Territoriales** notamment Partie législative : L2224-8, L2224-10 modifié et Partie réglementaire : R2224-8, R2224-9 qui précisent les documents réglementaires pour lesquels les collectivités doivent recourir à l'enquête publique. Le zonage d'assainissement des eaux usées en fait partie. Articles R.2224-7 à R.2224-9 modifié : modalités d'établissement du plan de zonage des eaux usées

L'article L.2224-8 modifié du Code général des collectivités territoriales issu de la loi n°1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques précise que les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées ou en matière d'eau pluviale (article L.2224-10 du Code général des collectivités territoriales).

Pour les communautés de communes (articles L.5214-16 et L.5214-23-1 du CGCT) , la loi n°1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques permet de choisir, à titre optionnel, «tout ou partie de l'assainissement». Cette formulation permet un transfert limité à une ou plusieurs missions relevant de la compétence «assainissement».

. Code de l'Environnement

Chapitre III du titre II du livre I, parties législative (L123-1 et suivants) et réglementaire (R123-1 et suivants)

La présente procédure de révision du zonage d'assainissement est établie dans le respect des articles du Code de l'Environnement. Le projet est soumis à une enquête publique.

Cette procédure est conforme aux articles L-123-1 et suivants du Code de l'Environnement qui décrivent l'objet, la procédure et le déroulement de l'enquête publique et le code général des collectivités territoriales pour le zonage d'assainissement collectif et non collectif (élaboration et contenu).

Articles L123-1, L 123-2 modifié à L 123-19 et R 123-1 à R 123-27 modifiés : organisation de l'enquête publique.

Articles R123-1 à R 123-27, dont l'article R123-8 modifié : composition du dossier d'enquête publique.

Dans le cadre de l'évaluation environnementale au titre des articles R 122-2 et 122-3, il est précisé que le projet soumis à évaluation environnementale (avec étude d'impact) après examen au cas par cas par l'autorité environnementale est à soumettre à la DREAL.

3.4 Caractéristiques du projet

Montbel est une commune dont le territoire est à ce jour intégralement soumis à assainissement non collectif.

Elle ne possède pas de réseau de collecte ni de station d'épuration et n'est raccordée à aucune autre station.

Le SMDEA n'a étudié aucun scénario sur Montbel, en sus de celui du maintien de la totalité du territoire en assainissement non collectif :

3.5 Avis de la MRAe

La MRAe seule PPA (Personne publique Associée) ayant apporté un avis sur le dossier, a précisé

- que le projet de révision du zonage d'assainissement de la commune de Montbel partie intégrante de la communauté des communes du Pays de Mirepoix n'est pas soumis à évaluation environnementale
- que les probabilités d'incidences sur la santé et l'environnement sont limités en particulier s'il est possible d'installer des réseaux de collecte et des STEP
- que pour les installations ANC non conformes situées dans des habitats diffus non regroupés sur l'ensemble du territoire de Montbel, des solutions de mises aux normes existent.

1 - ORGANISATION DE L'ENQUETE PUBLIQUE

4.1 Désignation de la commissaire enquêteur

Par délibération N° 2509 en date du 5 Juillet 2022, le SMDEA a décidé d'approuver le dossier de notice de zonage pour la Révision du Zonage d'Assainissement de la Commune de Montbel.

Le SMDEA 09 a adressé une demande au Tribunal Administratif de Toulouse pour la nomination d'un Commissaire Enquêteur.

Par décision N° E22000142/31 en date du 26 Septembre 2022, Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Toulouse a désigné Madame GARRETA Marie-Chantal en qualité de commissaire enquêteur titulaire pour conduire l'enquête publique prévue au titre du Code de l'Urbanisme et des articles R 123-1 ; R 123-19 ; L 123-1 et suivants ; L 123-5 du Code de l'Environnement (cf ANNEXE 2).

4.2 Arrêté prescrivant l'enquête

L'arrêté du SMDEA 09 en date du 9 Novembre 2022 (cf ANNEXE 3) pris par Mme la Présidente, prescrivait la tenue de l'enquête publique ainsi que les conditions du déroulement de celles-ci qui s'appuient sur les dispositions du Code de l'Environnement du Code Général de la Fonction Publique et du Code de la Santé Publique.

4.3 Modalités de l'enquête

La période de l'enquête publique a été arrêtée pour une durée de 40 jours. Elle a débuté le Jeudi 15 Décembre 2022 pour se terminer le Lundi 23 Janvier 2023.

La commissaire enquêteur a réalisé une permanence conjointe de trois heures en Mairie d'Aigues Vives pour les Communes de Montbel, d'Aigues Vives et de Régat le Mercredi 21 Décembre 2022 de 14 h à 17 h.

4.4 Modalités et préparation de l'enquête

L'arrêté ci-dessus détaille les modalités de l'enquête unique et confirme la nomination de la commissaire enquêteur par le Tribunal Administratif de Toulouse.

L'enquête publique a été annoncée par voie d'affichage de l'arrêté du SMDEA en Mairie de Montbel au moins 15 jours avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de l'enquête, ainsi qu'en témoigne le certificat d'affichage (cf ANNEXE 6) et ainsi que la Commissaire enquêteur a pu le constater lors de sa visite et lors de sa permanence à la Mairie d'Aigues Vives.

Plusieurs rendez-vous en présentiel, téléphoniques ou par mails ont été pris, avec Mme PAUTRET et Mr SION - chargés du dossier au sein du SMDEA - en vue de confirmer les dates de l'enquête, de fixer les modalités d'information au public, les modalités de publicité, les dates et l'organisation des permanences, les modalités d'accès au dossier d'enquête pour le public.

La Commissaire Enquêteur a réalisé une visite sur site le 25 Novembre 2022.

4.5 Publicité de l'enquête

L'avis d'enquête (cf ANNEXE 4) a été publié par les services du SMDEA dans deux journaux d'annonces légales locaux. L'information effective du public a été réalisée au moins 15 jours avant le début de l'enquête et dans les 8 premiers jours de celle-ci (cf ANNEXE 5).

Pour la Gazette les 25/11/2022 et 16/12/2022

Pour la Dépêche les 30/11/2022 et 22/12/2022.

Il a été affiché en caractères apparents et visible de la voie publique en Mairie de Montbel (panneaux d'affichage mairie). Les services du SMDEA ont procédé à l'affichage dans les lieux stratégiques du village.

Le dossier d'enquête publique a été mis en ligne sur le site du SMDEA <http://smdea09.fr/enquetes-publiques/avis-denquete-publique-relative-au-zonage-dassainissement-de-mirepoix-est/> et une adresse dédiée a été ouverte par le SMDEA à cet effet à compter du 15 Décembre 2022 à 9 heures et pour toute la durée de l'enquête.

Les publications respectent les prescriptions de l'arrêté du 9 Novembre 2022 (Article R 123.11 du Code de l'Environnement) et ont été transmises à la Commissaire Enquêteur par les services du SMDEA.

La Mairie de Montbel lui a remis une copie du certificat d'affichage.

La commissaire enquêteur a pu constater que les affichages avaient été régulièrement réalisés aux emplacements prévus (cf ANNEXE 6). Cet affichage a été vérifié avant le début de l'enquête par la Commissaire enquêteur et lors de sa permanence à Aigues Vives.

2 - DEROULEMENT DE L'ENQUETE

5.1 Ouverture de l'enquête

Conformément aux prescriptions du SMDEA, l'enquête publique relative au projet de Révision du zonage d'Assainissement des eaux usées de la Commune de Montbel a été ouverte le Jeudi 15 Décembre 2022 à 9 heures.

L'ensemble des pièces du dossier paraphé par la commissaire enquêteur, a été déposé par les services du SMDEA en Mairie de Montbel.

Le registre d'enquête coté et paraphé a été ouvert ce même jour, il a été déposé en Mairie d'Aigues Vives, commune centralisatrice pour les communes d'Aigues Vives, de Montbel et de Régat.

5.2 Accessibilité du dossier pour le public

L'ensemble des pièces du dossier a été mis à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture de la Mairie de Montbel et sur le site du SMDEA.

Les observations éventuelles pouvaient être inscrites sur le registre d'enquête papier, ou être adressées par courrier pendant la durée de l'enquête à la commissaire enquêteur à l'adresse du SMDEA ou par mail sur l'adresse dédiée enquete.publique-mirepoix-est@smdea09.fr

Le dossier de l'enquête qui n'était pas adapté à la lecture par des personnes atteintes de déficience visuelle pouvait être présenté et expliqué par la commissaire enquêteur lors de sa permanence.

5.3 Organisation des permanences

Les objectifs de la mission pour la commissaire enquêteur sont d'informer, de recueillir les observations émanant du public ; après avoir envoyé son procès-verbal de synthèse au SMDEA et reçu son mémoire en réponse, elle devra rédiger un rapport complété de conclusions et de ses avis motivés.

Les objectifs de la mission pour la commissaire enquêteur sont d'informer, de recueillir les observations émanant du public ; après avoir envoyé son procès-verbal de synthèse au SMDEA et reçu son mémoire en réponse, elle devra rédiger un rapport complété de conclusions et de ses avis motivés.

L'enquête publique s'est déroulée normalement.

Une salle a été réservée à la permanence de l'enquête publique accessible aux personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite en Mairie d'Aigues Vives.

Le lieu prévu a toujours été disponible et le personnel municipal a collaboré avec efficacité, disponibilité et diligence avec la commissaire enquêteur lors de sa permanences et lors de ses demandes de documents par mails.

Conformément à l'arrêté de Mme la Présidente du SMDEA, la commissaire enquêteur s'est tenue à la disposition du public à la Mairie d'Aigues Vives selon le calendrier des permanences retenu :

Le Mercredi 21 Décembre 2022 de 14 heures à 17 heures.

Il est à préciser que cette permanence d'une durée de 3h a été organisée conjointement pour les Communes d'Aigues Vives, de Montbel et de Régat.

5.4 Climat de l'enquête

L'enquête s'est déroulée dans de bonnes conditions.

Aucun dysfonctionnement sur les modalités de déroulement de l'enquête n'a été relevé par la commissaire enquêteur ou porté à sa connaissance.

Aucun incident n'a été relevé.

5.5 Relation comptable des observations du public

Permanence à Aigues Vives pour Montbel :

- Personne n'est venu voir la Commissaire enquêteur afin d'obtenir certaines précisions sur le dossier. Aucune observation n'a été portée sur le registre prévu à cet effet.

Aux jours et heures d'ouverture de la mairie d'Aigues Vives :

- Personne n'a souhaité porter ses observations concernant Montbel sur le registre prévu à cet effet.

Aux jours et heures d'ouverture de la mairie de Montbel :

- Personne n'est venu consulter le dossier d'enquête publique.

Adresse dédiée SMDEA

- Aucun mail présentant les observations de leur expéditeur n'a été reçu sur l'adresse dédiée.

AINSI :

- Personne n'a été reçu lors de la permanence de la commissaire enquêteur.
- Personne n'a formulé un avis sur le registre papier déposé en Mairie
- Aucun courrier n'a été reçu au SMDEA
- Aucun mail n'a été déposé sur l'adresse dédiée ouverte par le SMDEA.

Tableau globalisateur

R = Observations inscrites sur le registre d'enquête

C = Observations adressées par courrier en Mairie au nom de la Commissaire Enquêteur

M = Observations adressées par mail sur l'adresse dédiée à l'enquête publique

.. R/2023	Mr	NEANT
------	------------	----------	-------

5.6 Clôture de l'enquête publique

Le registre d'enquête a été clôturé par Mr le Maire à la fin de l'enquête, le 23 Janvier 2023 à 17 heures, et par la commissaire enquêteur.

La durée de l'enquête a bien été de quarante jours consécutifs.

La commissaire enquêteur s'est assurée de la clôture au même moment de l'adresse dédiée.

Passé 17 h il n'était plus possible d'y déposer des observations.

1 - ANALYSE DES OBSERVATIONS DU PUBLIC

6.1 Bilan des observations du public

*** Bilan de l'information du public**

L'information du public semble avoir été satisfaisante et conforme à la réglementation. L'avis au public relatif à l'enquête a été publié sur le site internet du SMDEA. Il a été affiché sur les lieux stratégiques du village, et l'arrêté en Mairie de Montbel. Les insertions successives dans la presse ont bien été effectuées en temps et en heure. Ainsi, toute personne souhaitant disposer d'informations sur le dossier pouvait y avoir accès à toute heure.

On peut donc considérer que le public a été correctement informé du projet et qu'il a bien été invité à se manifester pendant toute la durée de l'enquête.

*** Bilan des observations du public**

Le jour de permanence, le public a pu s'exprimer librement et obtenir auprès de la commissaire enquêteur les informations lui paraissant nécessaires relatives à l'enquête et concernant leurs demandes.

La participation du public a été inexistante. Personne n'est venu rencontrer la commissaire enquêteur, personne n'a porté une observation sur le registre ou n'a adressé ses observations par courrier ou par mail.

6.2 Analyse des observations du public

*** Contenu et portée des observations du public**

Le principe de la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la Commune n'a pas été remis en question pendant toute la durée de l'enquête.

L'habitat étant éparpillé sur le territoire (110 habitants, 15 hameaux ou lieux-dits, 1 740 ha), le choix du SMDEA de maintenir la commune sous assainissement non collectif semble adapté au territoire.

Il n'y a pas d'opposants déclarés au projet, ni de contestation.

Aucune observation n'a été portée sur le registre d'enquête.

Le périmètre du projet qui englobe la totalité de la commune de Montbel a été clairement présenté dans le dossier.

Toutes les modalités de l'enquête ont été réalisées conformément à la réglementation.

2 - PROCES VERBAL DE SYNTHÈSE ET MEMOIRE EN REPONSE

7.1 Procès-verbal de Synthèse

Au terme de l'enquête et dès réception du registre et des différents documents annexés, la commissaire enquêteur a souhaité établir, en date du 27 Janvier 2023, un procès-verbal de synthèse reprenant en particulier certaines interrogations de la Commissaire Enquêteur puisqu'il n'y a eu aucune observation sur le registre (cf ANNEXE 7).

Ce PV a été présenté à Mme PAUTRET, technicienne en charge du dossier du dossier en date du 30 Janvier 2023.

Cette procédure n'est pas obligatoire, l'enquête publique concernée n'intégrant pas un volet environnemental. La Commissaire enquêteur a souhaité, par ce document listant ses interrogations, obtenir certaines précisions de l'autorité demanderesse, qui lui permettront ainsi d'éclaircir certaines observations du public.

Le procès-verbal a bien été produit dans la huitaine suivant la clôture de l'enquête. La Commissaire enquêteur a informé le SMDEA qu'il disposait d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

7.2 Mémoire en réponse du SMDEA

Le SMDEA a adressé par mail retour à la commissaire enquêteur son mémoire en réponse le 9 Février 2023 (cf ANNEXE 8).

Ce mémoire en réponse de Mme Amélie BERT, Directrice Technique du SMDEA, a été adressé à la Commissaire enquêteur, il répond précisément aux interrogations formulées.

3 - PIECES ANNEXES

- ANNEXE 1 - Délibération N° 2509 du SMDEA en date du 05/07/2022 approuvant le projet et demandant le lancement de l'enquête publique
- ANNEXE 2 - Décision de nomination du Tribunal Administratif de Toulouse en date du 26 Septembre 2022 portant le N° 22000142/31
- ANNEXE 3 - Arrêté du SMDEA en date du 9 Novembre 2022 prescrivant la mise à l'enquête publique du projet de révision du zonage d'assainissement sur la Commune de Montbel
- ANNEXE 4 - Avis d'enquête publique publié dans les deux journaux d'annonces légales
- ANNEXE 5 - Publications dans LA DEPECHE et LA GAZETTE
- ANNEXE 6 - Photos et Certificat Affichage de l'avis d'enquête publique sur le territoire de la commune de Montbel
- ANNEXE 7 - PV de Synthèse de l'enquête publique
- ANNEXE 8 - Réponse du SMDEA au PV de Synthèse de l'enquête publique

Fait à Ax-les-Thermes, le 17 Février 2023

La Commissaire Enquêteur,



GARRETA Marie-Chantal

ANNEXE 1



**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**DU SYNDICAT MIXTE DÉPARTEMENTAL DE L'EAU
ET DE L'ASSAINISSEMENT**

DÉLIBÉRATION N°2509

**OBJET : Approbation des projets des zonages d'assainissement
avant enquête publique Communauté des Communes de Mirepoix**

L'an Deux mille Vingt-deux et le 5 du mois de juillet, de 18 h 00 à 20 h 00, le Conseil d'Administration du Syndicat Mixte Départemental de l'Eau et de l'Assainissement, dûment convoqué, s'est réuni dans les locaux du Conseil Départemental de l'Ariège en raison des contraintes sanitaires, sous la présidence de Madame Christine TÉQUI, Présidente.

PRÉSENTS : BERDOU Raymond, BLASQUEZ Jérôme, BERNARD Daniël, BOIX Jean-Pierre, CLAVIN Elisabeth, COMBES Jean-Claude, ESCANDE Jacques, FUCHENNE Joëlle, FERRE Jean-Paul, GONCALVES Daniël, LAFFONT Patrick, MAYDONN Alain, METGE Alain, TEQUI Christine, VIDAL André, VIEL Pierre.

EXCUSÉS : BENABENT Henri, COURET Jean-Luc, LDUBET Christian, MARETTE Louis, ROCHET Alain, SANCHEZ Marc, SERRÉS Jean-Claude, SOLIER Jean-Michel.

ABSENTS : GARNIER Alain, MAGDALOU Francis, PORTET Thierry.

PROCURATIONS : BENABENT Henri donne pouvoir à BESMARD Daniël
COURET Jean-Luc donne pouvoir à GONCALVES Daniël
LDUBET Christian donne pouvoir à MAYDONN Alain
MARETTE Louis donne pouvoir à VIDAL André
ROCHET Alain donne pouvoir à BOIX Jean-Pierre
SANCHEZ Marc donne pouvoir à METGE Alain
SERRÉS Jean-Claude donne pouvoir à ESCANDE Jacques
SOLIER Jean-Michel donne pouvoir à TEQUI Christine

SMDEA - Conseil d'Administration du 05/07/2022 - Délibération N°2509

Madame La Présidente expose que :

- Le SMDEA est seul compétent pour la mission d'assainissement sur les communes de :

<ul style="list-style-type: none"> ○ Aigues Vives ○ La Bastide de Bousignac ○ Belloc ○ Besset ○ Cazals des Bayles ○ Coutens ○ Dun ○ Esclagne ○ Lagarde ○ Laperne 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Lérion ○ Limbrassac ○ Malegoude ○ Manses ○ Mirepoix ○ Montbel ○ Moulin Neuf ○ Pradettes ○ Régat ○ Rieucros 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Roumengoux ○ Sainte Foy de Tournegat ○ Sainte Foi ○ Saint Julien de Gras Capou ○ Saint Quentin la Tour ○ Teihet ○ Tourtrol ○ Troye d'Ariège ○ Vals ○ Viviers
--	---	---
- La commune de Lérion fait l'objet d'une étude spécifique et est exclue de la présente enquête publique ;
- Le SMDEA a lancé la réalisation du schéma directeur d'assainissement en 2018 ;
- Un programme pluriannuel et hiérarchisé d'actions a été élaboré, afin de pallier aux dysfonctionnements constatés ;
- Vu l'avis de la DREAL n° 2022DRI006 en date du 18 mai 2022, concernant l'examen au cas par cas des zonages de l'assainissement conformément à l'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales ;
- Le zonage d'assainissement des eaux usées a été révisé en prenant en compte les contraintes naturelles, technique et d'urbanisation.

Le projet de zonage d'assainissement doit être soumis à enquête publique.

Par conséquent, le SMDEA doit approuver le projet de zonage d'assainissement avant enquête publique.

Madame la Présidente vous soula gré de bien vouloir délibérer sur le présent zonage d'assainissement des eaux usées de la Communauté de Communes de Mirepoix, pour les communes de Aigues Vives, La Bastide de Bousignac, Belloc, Besset, Cazals des Bayles, Coutens, Dun, Esclagne, Lagarde, Laperne, Limbrassac, Malegoude, Manses, Mirepoix, Montbel, Moulin Neuf, Pradettes, Régat, Rieucros, Roumengoux, Saint Félix de Tournegat, Sainte Foi, Saint Julien de Gras Capou, Saint Quentin la Tour, Teihet, Tourtrol, Troye d'Ariège, Vals et Viviers.

SMDEA - Conseil d'Administration du 05/07/2022 - Délibération N°2509

AR CONTROLE DE LEGALITE : 009-250901873-20220809-2509_1-DE
en date du 09/08/2022 ; REFERENCE ACTE : 2509_1

Oui l'exposé de Madame la Présidente et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents :

• **APPROUVE,**
ledit rapport.

• **AUTORISE,**
Madame la Présidente, à signer tous documents sur le présent zonage d'assainissement des eaux usées de la Communauté de Communes de Mirepoix, pour les communes de Aigues Vives, La Bastide de Bousignac, Belloc, Besset, Cazals des Bayles, Coutens, Dun, Esclagne, Lagarde, Laperne, Limbrassac, Malegoude, Manses, Mirepoix, Montbel, Moulin Neuf, Pradettes, Régat, Rieucros, Roumengoux, Saint Félix de Tournegat, Sainte Foi, Saint Julien de Gras Capou, Saint Quentin la Tour, Teihet, Tourtrol, Troye d'Ariège, Vals et Viviers.

La Présidente du SMDEA,

Christine TÉQUI

ANNEXE 2

DECISION DU
26/09/2022

N° E22000142 /31

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULOUSE

LE PRÉSIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Décision désignation commission ou commissaire

Vu enregistrée le 07/09/2022, la lettre par laquelle M. le Président du Syndicat mixte départemental de l'eau et de l'assainissement (SMDEA) de l'Ariège demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet :

le zonage d'assainissement des eaux usées des 14 communes suivantes faisant partie de la communauté de communes du Pays de Mirepoix : Aigues Vives, Belloc, Cazals des Bayles, La Bastide de Bousignac, Lagarde, Malegoude, Mirepoix, Montbel, Moulin Neuf, Régat, Roumengoux, Saint-Quentin-la-Tour, Sainte-Foi, Troye d'Ariège ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2022 ;

Vu l'arrêté de délégation du 1er septembre 2022 de la présidente du tribunal administratif de Toulouse ;

DECIDE


ARTICLE 1 : Madame Marie-Chantal GARRETA est désignée en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.


ARTICLE 2 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 3 : La présente décision sera notifiée à M. le Président du Syndicat mixte départemental de l'eau et de l'assainissement (SMDEA) de l'Ariège et à Madame Marie-Chantal GARRETA.

Fait à Toulouse, le 26/09/2022

Le magistrat délégué,


Briac LE FIBLEC



ANNEXE 3

DEPARTEMENT DE L'ARIEGE

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE MIREPOIX EST

**Arrêté prescrivant la mise à enquête publique
du zonage d'assainissement des eaux usées**

La Présidente du Syndicat Mixte Départemental de l'Eau et de l'Assainissement de l'Ariège,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2224-10, R. 2224-8 et R. 2224-9,

VU le Code de l'Environnement, notamment ses articles L. 123-1 et suivants,

VU la loi n°83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et la protection de l'environnement ;

VU la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006, sur l'eau et les milieux aquatiques,

VU la délibération n°2509 du conseil d'administration en date du 5 août 2022 approuvant le projet de zonage d'assainissement des eaux usées de la Communauté de Communes du Pays de Mirepoix,

VU la décision de dispense de l'autorité environnementale après examen au cas par cas en date du 18 mai 2022,

VU l'ordonnance de Monsieur le président du tribunal administratif en date du 23 septembre 2022 désignant Madame Marie-chantal GARRETA, en qualité de commissaire enquêteur, pour les 14 communes suivantes : Aigues Vives, Belloc, Cazals des Bayles, La Bastide de Bousignac, Lagarde, Malegoade, Mirepoix, Montbel, Moulin Neuf, Regat, Roumengoux, Saint-Quentin-la-Tour, Sainte-Foi, Troye d'Ariège.

VU les pièces du dossier de zonage d'assainissement des eaux usées soumis à l'enquête publique,

SMDEA - Arrêté prescrivant la mise à enquête publique du zonage d'assainissement des eaux usées de la Communauté de Communes du Pays de Mirepoix Est

15

ARRETE**ARTICLE 1 - OBJET ET DATES DE L'ENQUETE PUBLIQUE**

Il sera procédé à une enquête publique sur les dispositions du zonage d'assainissement des eaux usées de la Communauté de Communes du Pays de Mirepoix EST, qui compte les 14 communes suivantes : Aigues Vives, Belloc, Cazals des Bayles, La Bastide de Bousignac, Lagarde, Malegoade, Mirepoix, Montbel, Moulin Neuf, Regat, Roumengoux, Saint-Quentin-la-Tour, Sainte-Foi, Troye d'Ariège. L'enquête publique sera programmée pour une durée de 40 jours, du 15 décembre 2022 au 23 janvier 2023.

Le siège de l'enquête est fixé à la mairie de Mirepoix à l'adresse suivante : Mairie de Mirepoix – 31 Pl. Maréchal Leclerc – 09500 Mirepoix.

Sont soumis à l'enquête les définitions des zones d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif des eaux usées domestiques.

ARTICLE 2 – COMMISSAIRE ENQUETEUR

Madame Marie-chantal GARRETA a été désignée en qualité de commissaire enquêteur par Mme la présidente du tribunal administratif de Toulouse.

ARTICLE 3 – MISE A DISPOSITION DU DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête de chaque commune concernée sera tenu à la disposition du public :

- À la mairie de Aigues Vives, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, le lundi de 14h à 18h, le mercredi de 10h à 12h et de 14h à 18h, le vendredi de 14h à 17h, en version papier ;
- À la mairie de Belloc, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, le mercredi de 13h à 15h et le vendredi de 13h15 à 16h15 en version papier ;
- À la mairie de Cazals des Bayles, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, le jeudi de 13h30 à 18h en version papier ;
- À la mairie de La Bastide de Bousignac, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, le lundi de 13h30 à 18h, le mardi de 9h à 12h30, le mercredi de 8h à 13h, le jeudi de 13h30 à 17h et le vendredi de 11h à 12h30 en version papier ;
- À la mairie de Lagarde, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, le lundi et jeudi de 13h à 17h30, en version papier ;
- À la mairie de Malegoade, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, le lundi de 14h à 17h et le mercredi de 9h à 12h en version papier ;

SMDEA - Arrêté prescrivant la mise à enquête publique du zonage d'assainissement des eaux usées de la Communauté de Communes du Pays de Mirepoix Est

25

- À la mairie de Mirepoix, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, le lundi et jeudi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h, le mardi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 18h, le mercredi et vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h en version papier ;
- À la mairie de Montbel, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, le lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9h à 12h et de 14h à 16h en version papier ;
- À la mairie de Moulin Neuf, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, le lundi et mercredi de 9h à 12h en version papier ;
- À la mairie de Régat, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, le mercredi de 15h à 17h en version papier ;
- À la mairie de Roumengoux, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, le lundi et le jeudi de 9h30 à 17h en version papier ;
- À la mairie de Saint-Quentin-la-Tour, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, le lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h, le mercredi de 9h à 12h en version papier ;
- À la mairie de Sainte Foi, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, le jeudi de 9h à 11h en version papier ;
- À la mairie de Troyes d'Ariège, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, le mardi et vendredi de 9h30 à 12h en version papier ;
- En version numérique sur le site du SMDEA à l'adresse suivante : <https://smda09.fr/enquetes-publiques/invs-enquete-publique-relative-au-zonage-dassainissement-de-entrepoix-est/>

Un registre d'enquête à feuilles non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur sera disponible, pendant toute la durée de l'enquête, aux mairies des communes de Mirepoix, Malegoude (pour Malegoude, Cazals des Bayles et Sainte Foi), Saint-Quentin-la-Tour (pour Saint Quentin la Tour, La Bastide de Bouzigac et Troyes d'Ariège), Moulin Neuf (pour Moulin Neuf, Roumengoux, Lagarde et Belloc) et Aigues Vives (pour Aigues Vives, Montbel et Régat).

Les intéressés pourront prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement leurs observations :

- Sur les registres d'enquête
- Par lettre à l'intention de la commissaire enquêtrice et avec la mention « enquête publique zonage d'assainissement Communauté de Communes du Pays de Mirepoix EST », à l'adresse suivante :
SMDEA
Rue du Bicentenaire
09000 SAINT-PAUL-DE-JARRAT
- Par courrier électronique à l'adresse enquete-publique-entrepoix-est@smda09.fr

SMDEA - Arrêté prescrivant la mise à enquête publique du zonage d'assainissement des eaux usées de la Communauté de Communes du Pays de Mirepoix Est

35

Les observations sont à transmettre au plus tard le 23 janvier 2023 à 17h.

ARTICLE 4 - PERMANENCES DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

La commissaire enquêtrice sera présente, aux mairies de Mirepoix, Malegoude, Saint-Quentin-la-Tour, Moulin Neuf et Aigues Vives pour répondre aux demandes d'informations présentées par le public et recevoir les observations des intéressés sur le registre d'enquête. Elle sera présente aux jours et aux heures suivants :

- À la mairie de Mirepoix, pour les observations relatives à la commune de Mirepoix :
 - o Le jeudi 15 décembre 2022 de 9h00 à 12h00,
 - o Le lundi 23 janvier 2023 de 14h00 à 17h00.
- À la mairie de Malegoude, pour les observations relatives aux communes de Malegoude, Cazals des Bayles, Sainte-Foi :
 - o Le lundi 19 décembre 2022 de 14h00 à 17h00
- À la mairie de Saint-Quentin-la-Tour, pour les observations relatives aux communes de Saint-Quentin-la-Tour, La Bastide de Bouzigac, Troyes d'Ariège :
 - o Le lundi 19 décembre 2022 de 9h30 à 12h30
- À la mairie de Moulin Neuf, pour les observations relatives aux communes de Moulin Neuf, Roumengoux, Lagarde, Belloc :
 - o Le mercredi 21 décembre 2022 de 9h00 à 12h00
- À la mairie d'Aigues Vives, pour les observations relatives aux communes d'Aigues Vives, Régat et Montbel :
 - o Le mercredi 21 décembre 2022 de 14h00 à 17h00

ARTICLE 5 - RAPPORT ET CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

A l'issue de l'enquête, le registre sera clos et signé par le commissaire enquêteur qui disposera d'un délai d'un mois pour transmettre à la Présidente du Syndicat Mixte Départemental de l'Eau et de l'Assainissement de l'Ariège le dossier avec son rapport et ses conclusions motivées.

ARTICLE 6 - MISE A DISPOSITION DU RAPPORT ET DES CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera adressée au SMDEA et au Président du Tribunal Administratif de Toulouse pour chacune des 14 communes concernées. Le public pourra consulter ce rapport et ces conclusions dans chaque mairie concernée, au siège du SMDEA à Saint-Paul-de-Jarrat aux jours et heures habituels d'ouverture ainsi que sur le site internet du SMDEA.

ARTICLE 7 - PUBLICITE

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci et répété dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux diffusés dans le département. Cet avis sera affiché dans chacune des 14 mairies de la Communauté de Communes du Pays de Mirepoix Est. Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion, et au cours de l'enquête pour la deuxième insertion.

SMDEA - Arrêté prescrivant la mise à enquête publique du zonage d'assainissement des eaux usées de la Communauté de Communes du Pays de Mirepoix Est

45

ARTICLE 8 - EXECUTION DE L'ARRETE

Des copies du présent arrêté seront transmises pour attribution et exécution à :

- Madame la Préfète de l'ARIEGE
- Madame le Commissaire Enquêteur

Je soussigné, Christine TEQUI, Présidente du Syndicat Mixte Départemental d'Eau et d'Assainissement de l'Ariège, Certifie le caractère exécutoire du présent acte, à compter du
informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.
A Saint Paul de Jarrat, le

La Présidente
Christine TEQUI

Reçu en Préfecture le :

Publié ou Notifié le :

Fait à Saint Paul de Jarrat, le 09/11/2022
La Présidente du SMDEA


Christine TEQUI

ANNEXE 4



AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

ANNONCES

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE MIREPOIX EST

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Zonage d'assainissement des eaux usées... Il est procédé à une enquête publique sur les équipements de zonage d'assainissement des eaux usées...

La commune enquêtée est Mirepoix. Les communes concernées sont : Mirepoix, Malegoude, Saint-Quentin-la-Tour, Moulin Neuf, Aigues Vives, Régat, Montbel, Cazals des Bayles, Sainte-Foi, Troye d'Ariege, Bousignac.

A la mairie de Mirepoix, pour les observations relatives à la commune de Mirepoix : Le jeudi de 15h à 18h le vendredi de 10h à 13h et le samedi de 10h à 13h.

A la mairie de Malegoude, pour les observations relatives aux communes de Malegoude, Cazals des Bayles, Sainte-Foi, Troye d'Ariege, Bousignac : Le mardi de 10h à 13h et le mercredi de 10h à 13h.

A la mairie de Saint-Quentin-la-Tour, pour les observations relatives aux communes de Saint-Quentin-la-Tour, Moulin Neuf, Aigues Vives, Régat, Montbel, Cazals des Bayles, Sainte-Foi, Troye d'Ariege, Bousignac : Le mardi de 10h à 13h et le mercredi de 10h à 13h.

A la mairie de Moulin Neuf, pour les observations relatives aux communes de Moulin Neuf, Roumengoux, Lagarde, Belloc : Le mercredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

A la mairie d'Aigues Vives, pour les observations relatives aux communes d'Aigues Vives, Régat et Montbel : Le mercredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera adressée à la SMDEA et au Président du Tribunal Administratif de Toulouse pour chacune des 14 communes concernées.

Annonces légales

Ensales Funéraire. Tél. 05 61 64 12 34. Adresse : 4 Saint-Paul des Jards de Vertes.

COMMUNE DE MIREPOIX. Avis d'enquête publique sur les équipements de zonage d'assainissement des eaux usées.

AVIS DE PUBLICATION. 15 novembre 2022 à 17h00. M. le Maire de Mirepoix, pour les observations relatives à la commune de Mirepoix.

AVIS DE PUBLICATION. 15 novembre 2022 à 10h00. M. le Maire de Malegoude, pour les observations relatives aux communes de Malegoude, Cazals des Bayles, Sainte-Foi, Troye d'Ariege, Bousignac.

AVIS DE PUBLICATION. 15 novembre 2022 à 10h00. M. le Maire de Saint-Quentin-la-Tour, pour les observations relatives aux communes de Saint-Quentin-la-Tour, Moulin Neuf, Aigues Vives, Régat, Montbel, Cazals des Bayles, Sainte-Foi, Troye d'Ariege, Bousignac.

AVIS DE PUBLICATION. 15 novembre 2022 à 9h00. M. le Maire de Moulin Neuf, pour les observations relatives aux communes de Moulin Neuf, Roumengoux, Lagarde, Belloc.

AVIS DE PUBLICATION. 15 novembre 2022 à 9h00. M. le Maire d'Aigues Vives, pour les observations relatives aux communes d'Aigues Vives, Régat et Montbel.

SAINT-JEAN (St. VINCENT) (08). M. Gérard REMAUX. Téléphone et fax : 05 61 95 53 02.

AVIS DE PUBLICATION. 15 novembre 2022 à 17h00. M. le Maire de Mirepoix, pour les observations relatives à la commune de Mirepoix.

IMMUNE NISSEMENT

d'assainissement Cazals des Bayles, Troye d'A...

te : Mairie d'assise saire enquête immue conce...

ture au pub...

nels d'ouver...

de 11h à l'erture au pu...

ouverture ture au publi...

ouverture ture au publi...

ouverture ture au publi...

ouverture ture au publi...

ouverture ture au publi...

ouverture ture au publi...

ouverture ture au publi...

ouverture ture au publi...

ouverture ture au publi...

ouverture ture au publi...

ouverture ture au publi...

LA NÉCESSITÉ - Jeudi 22 décembre 2022

SMDEA Avis d'Enquête Publique. Informations sur le zonage d'assainissement des eaux usées et modalités de consultation.

Contacts - Rencontres - Voyance. Table listing various services and contact information for different regions.

SMDEA Avis d'Enquête Publique. Informations supplémentaires sur le processus d'enquête publique.

ANNEXE 5

La Gazette 1ère Publication le 30/11/22

La Gazette 2ème Publication le 16/12/22

Enquête Publique Révision du zonage d'assainissement des eaux usées Pays de Mirepoix - Commune de MONTBEL - Consultation du public du 15 Décembre 2022 au 23 Janvier 2023 - Rapport de la Commissaire Enquêteur.



DELIMITATION DES ZONES D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES
DE LA COMMUNE DE MONTBEL.....

ENQUETE PUBLIQUE

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame, Monsieur, le Maire de la commune de MONTBEL... certifie :

- Avoir fait afficher du 7/2/2022 au 23/1/2023 en la forme habituelle et à la porte principale de la Mairie et aux lieux accoutumés, l'arrêté syndical du 09 novembre 2022 prescrivant l'enquête publique sur le zonage d'assainissement des eaux usées de la communauté de commune de Mirepoix EST, ainsi que l'avis d'enquête publique pendant la durée de l'enquête.

Fait à Montbel
Le 8/12/2022

Le Maire



Pierre TESSANT
MAIRE DE MONTBEL

ANNEXE 7

DEPARTEMENT DE L'ARIEGE

ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE A LA REVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES DU PAYS DE MIREPOIX

COMMUNE DE MONTBEL

Ouverte le 15 Décembre 2022 par arrêté de Mme la Présidente du SMDEA en date du 9 Novembre 2022



Siège du SMDEA 09 St Paul de Jarrat



Mairie de Montbel

PROCES-VERBAL DE SYNTHESE

Commissaire Enquêteur
GARRETA Marie-Chantal

SOMMAIRE

<u>1 – RAPPELS ET CONFORMITE</u>	3
<u>2 – PREEMBULE</u>	
2.1 Contexte général	4
2.2 Climat de l'enquête	4
<u>3 – PUBLICATION – CONSTITUTION DU DOSSIER</u>	
3.1 La publication	5
3.2 Constitution du dossier	5
<u>4 – OBSERVATIONS DU PUBLIC</u>	6
<u>5 – QUELQUES INTERROGATIONS – SUGGESTIONS DE LA COMMISSAIRE ENQUETEUR</u>	8

1 – RAPPEL ET CONFORMITE

La notion de zonage d'assainissement initialement produite par l'article 35 de la Loi sur l'eau n° 92-3 du 3 Janvier 1992 est définie par l'article 54 de la Loi sur l'eau et les milieux aquatiques n° 2006-1772 du 30 Décembre 2006.

L'objectif premier de la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de Montbel est de mettre en adéquation ses perspectives de développement urbain et sa capacité d'assainissement dans le respect des préconisations du PLUi de 2021. En matière d'aménagement foncier, la commune applique le règlement du PLUi opposable depuis Novembre 2021 sur son territoire et n'est pas soumise à un PPRN bien qu'exposés à des aléas et risques.

Montbel est une commune rurale, située 11 km au Nord Est de Lavelanet, 30 km à vol d'oiseau de Foix, à 34 km de Pamiers et à 15 km de Mirepoix. Elle est considérée comme appartenant au groupe des communes peu ou très peu denses et est incluse dans l'aire d'attraction et le Bassin de Lavelanet. Elle est l'une des 33 communes adhérentes à la Communauté de Communes du Pays de Mirepoix. Sa superficie est de 1 736 hectares pour une population de 99 habitants en 2019 et son altitude varie de 345 à 587 mètres. Son territoire est vallonné avec une composition des sols offrant une faible capacité d'infiltration selon les secteurs.

En matière d'aménagement foncier, la commune applique le règlement du PLUi opposable depuis Novembre 2021 sur son territoire et n'est pas soumise à un PPRN bien qu'exposée à des aléas et risques.

L'occupation des sols de la commune est marquée par l'importance des territoires agricoles (44,1 % en 2018). Elle fait partie de la Petite Région Agricole dénommée « Coteaux de l'Ariège ». En 2010, son orientation

technico-économique de l'agriculture était l'élevage de bovins pour la polyculture et le polyélevage. Les secteurs destinés à l'habitat sur son territoire sont particulièrement éclatés et se composent du bourg et de 15 hameaux ou lieux-dits : Le Villaret, Les Baillards, Philippou, Canterate, Baychères, Montbel d'en Bas, La Tuilerie, Pechcarbou, La Bordeblanque, Luga, Les Clavels, Le Fort, La Bernède, Joïa et Salvat.

La présente enquête publique porte sur la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Montbel. Elle a transféré ses diverses compétences dans le domaine de l'eau potable, de l'assainissement collectif et non collectif et des milieux aquatiques au SMDEA 09 (Syndicat mixte de l'eau et de l'assainissement de l'Ariège) qui est donc le maître d'ouvrage dans ce domaine. Elle est actuellement soumise à un zonage d'assainissement de ses eaux usées, dont le projet de révision, présenté par le SMDEA, fait aujourd'hui l'objet de la présente enquête publique. Elle possède une carte d'aptitude des sols et des préconisations selon les secteurs pour les installation en assainissement non collectif.

Son objectif est de réunir les éléments à charge et à décharge qui permettront à Madame la Présidente du SMDEA de l'Ariège, après avoir recueilli l'avis de la population, de se prononcer sur cette révision du zonage d'assainissement des eaux usées sur le territoire de la Commune de Montbel, c'est-à-dire la détermination de l'implantation des zones soumises à assainissement collectif des eaux usées et par opposition la localisation des zones qui seront soumises à l'assainissement non collectif (ANC).

Le projet d'élaboration de la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de Montbel repose sur une analyse des contraintes, prenant en compte la superficie des parcelles, la topographie du terrain, l'occupation des parcelles et leur pédologie (étude des sols dans leur environnement naturel : formation, structure et évolution des sols).

Cette révision est motivée par la volonté de mieux traduire dans un document à jour la cohérence indispensable entre

- le PLUi de la communauté de communes du Pays de Mirepoix approuvé en 2021 qui précise les perspectives de développement urbain, les nouvelles zones à ouvrir à la construction
- les capacités d'assainissement du territoire avec l'évaluation des possibilités de l'extension du système d'assainissement collectif actuel
- un programme d'investissement hiérarchisé et chiffré

Le document approuvé à l'issue de l'enquête sera joint des annexes sanitaires du PLUi.

Il appartient donc au maître d'ouvrage de déterminer le parti d'aménagement à retenir pour le territoire concerné en tenant compte de la situation existante et des perspectives d'avenir et de fixer en conséquence le zonage d'assainissement des eaux usées de Montbel et les possibilités de construction sur la commune.

Au terme de l'Enquête Publique Conjointe (le 23 Janvier 2023), la commissaire enquêteur souhaite communiquer au SMDEA un Procès-verbal de synthèse. Ce dossier ne comportant pas un volet environnemental, la transmission de ce document n'est pas obligatoire (article R 124-8 du Code de l'Environnement).

Le SMDEA est invité dans un délai de 15 jours (au plus tard le 14 Février 2023) à lui adresser son mémoire en réponse.

Cette enquête s'appuie sur les textes suivants :

. **Loi n° 83-630** du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement

. **Décret n° 85-453** du 23 avril 1985 modifié pris pour l'application de la loi du 12 Juillet 1983

. **Loi n° 2006-1772** du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques

. **Article 245** de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement

. **Décret n° 2011-2018** du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement

. Articles L1331-1 à L 1331-16 du **Code Général de la Santé Publique**

. **Code de l'Urbanisme**

Articles L 123-1-5, L 151-24, R 431-16 modifié par le Décret n° 2020-844 du 3 Juillet 2020 Article 15, L.123-1, L. 332-6-1 et L.311-4, L.421-3, R.421-2

. **Code Général des Collectivités Territoriales**

Articles L2224-8, L2224-10 modifié et Articles R2224-8, R2224-9 ; Articles R.2224-7 à R.2224-9 modifié ; Article L.2224-10, L.5214-16 et L.5214-23-1

. Code de l'Environnement

Chapitre III du titre II du livre I, Articles L123-1 et suivants, Articles R123-1 et suivants
Articles L123-1, L 123-2 modifié à L 123-19 et R 123-1 à R 123-27 modifiés, Articles R123-1 à R 123-27,
Articles R 122-2 et 122-3.

2 – PREMBULE

2.1 Contexte général

Le projet de révision du zonage d'assainissement Eaux Usées sur le territoire de la Commune de Montbel, présenté par le SMDEA, a pour objet d'étudier au vu de sa compatibilité avec les documents Loi sur l'eau, PLUi et contextes hydrographique et géologique du secteur,

- Aucun scénario n'a été étudié pour la commune.

Une enquête publique a été diligentée afin de porter à la connaissance du public le choix du SMDEA quant à sa réalisation.

Cette enquête devra aboutir à la rédaction d'un rapport, d'un bilan avantages/inconvénients, de conclusions motivées et d'un avis motivé de la Commissaire Enquêteur qui sera présenté au Conseil d'Administration du SMDEA pour délibération.

2.2 Climat de l'enquête

L'enquête publique s'est déroulée dans les formes, conditions et délais prévus dans l'arrêté du SMDEA du 9 Novembre 2022.

La publicité, les documents présentés et l'organisation de l'accueil du public à la Mairie de Montbel ainsi que les possibilités offertes au public pour présenter ses observations ont été de nature à permettre au public et aux personnes concernées une bonne compréhension des spécificités et des enjeux du projet et à s'exprimer librement lors des permanences, et sur le registre ouvert à cet effet en Mairie d'Aigues Vives, ainsi que par courrier adressé à la commissaire enquêteur ou sur l'adresse dédiée ouverte par les services du SMDEA.

Le dossier est resté complet jusqu'à la fin de l'enquête et aucun incident a marqué le cours de cette consultation.

Concernant l'information du public sur le village, l'arrêté a bien été affiché par la Mairie sur son tableau d'affichage avant le 15 Décembre 2022, l'avis a bien été affiché aux endroits stratégiques de la Commune par les services du SMDEA.

3 – PUBLICATION – CONSTITUTION DU DOSSIER

3.1 La publication

La publication et la mise en ligne du dossier ont bien été réalisées dans les 15 jours précédant l'Enquête Publique dans la Gazette et la Dépêche le 30 Novembre 2022

Un dossier complet (version papier) est resté à disposition du public à la mairie de Montbel.

Une adresse dédiée a été ouverte à cet effet à compter du 15 Décembre 2022 à 9 heures et pour toute la durée de l'enquête par les services du SMDEA : enquete.publique-mirepoix-est@smdea09.fr afin que le public puisse y porter ses observations.

Le mode de publication s'est inscrit dans le champ d'application des ordonnances du 3 août 2016 et du 27 janvier 2017 qui mentionnaient que « l'information du public est assurée par voie dématérialisée et par voie d'affichage ... et que selon l'importance et la nature du projet aussi par voie de publication locale » sur le site de l'enquête.

La deuxième publication a été effectuée dans les 8 jours de l'enquête
Pour la Gazette le 16/12/2022

Pour la Dépêche le 22/12/2022.

3.2 Constitution du dossier

Le présent dossier soumis à l'enquête publique comprend :

- Schéma Directeur d'Assainissement des Eaux usées avec
 - ▶ la présentation des collectivités et de leur environnement
 - ▶ l'évaluation du fonctionnement du système collectif et non collectif
 - ▶ le justificatif du zonage d'assainissement (extensions, scénarios)
 - ▶ le zonage d'assainissement (cartes, volets financiers)
 - ▶ les généralités relatives à l'assainissement collectif et non collectif
 - Notice du zonage rédigée par le SMDEA avec un résumé non technique reprenant
- ▶ le contexte réglementaire de l'enquête
- ▶ l'objet de l'enquête et son déroulement
- ▶ les caractéristiques du projet de zonage (récapitulatif)
- ▶ le plan des propositions de révision des zonages.
 - Les courriers, délibérations et arrêtés Tribunal Administratif, Agence Environnementale, SMDEA
 - Copie de l'Avis de la MRAe
 - Copie des publications dans deux journaux
 - Le dossier de modification relatif au projet de zonage d'assainissement Eaux usées des communes de Mirepoix et de La Bastide de Bousignac.

Les pièces du dossier après adjonction des documents demandés par la commissaire enquêteur étaient suffisantes pour avoir une compréhension correcte du projet présenté.

Le registre de l'enquête publique déposé en Mairie d'Aigues Vives, commune centralisatrice pour Aigues Vives, Régat et Montbel a bien été ouvert et clos dans les conditions fixées réglementairement.

4 – OBSERVATIONS DU PUBLIC

Le public avait la possibilité de déposer ses observations manuscrites sur le registre prévu à cet effet à la mairie d'Aigues Vives, de rencontrer la commissaire enquêteur lors de sa permanence, d'adresser ses remarques par le biais de l'adresse mail dédiée à l'enquête : enquete.publique-mirepoix-est@smdea09.fr ou par courrier au SMDEA à l'attention de la Commissaire enquêteur.

Permanence à Aigues Vives pour Montbel :

- Personne n'est venu voir la Commissaire enquêteur afin d'obtenir certaines précisions sur le dossier. Aucune observation n'a été portée sur le registre prévu à cet effet.

Aux jours et heures d'ouverture de la mairie d'Aigues Vives :

- Personne n'a souhaité porter ses observations concernant Montbel sur le registre prévu à cet effet.

Aux jours et heures d'ouverture de la mairie de Montbel :

- Personne n'est venu consulter le dossier d'enquête publique.

Adresse dédiée SMDEA

- Aucun mail présentant les observations de leur expéditeur n'a été reçu sur l'adresse dédiée.

AINSI :

- Personne n'a été reçu lors de la permanence de la commissaire enquêteur.
- Personne n'a formulé un avis sur le registre papier déposé en Mairie
- Aucun courrier n'a été reçu au SMDEA
- Aucun mail n'a été déposé sur l'adresse dédiée ouverte par le SMDEA.

Tableau globalisateur

R = Observations inscrites sur le registre d'enquête

C = Observations adressées par courrier en Mairie au nom de la Commissaire Enquêteur

M = Observations adressées par mail sur l'adresse dédiée à l'enquête publique

.....	Mr	NEANT
-------	-------	----------	-------

--	--	--	--

Quels sont le contenu et la portée des observations du public ?

La participation du public a été nulle (0 personne reçue en cours de permanence, aucune observation inscrite sur le registre, aucune observation adressée par mail sur l'adresse dédiée du SMDEA).

Le jour de permanence, le public a pu s'exprimer librement et obtenir auprès de la commissaire enquêteur les informations lui paraissant nécessaires relatives à l'enquête et concernant leurs demandes.

5 – QUELQUES INTERROGATIONS DE LA COMMISSAIRE ENQUETEUR

1. Pourquoi n'y a-t-il pas eu de carte d'aptitude des sols pour Montbel ?
2. Pouvez-vous apporter des précisions complémentaires sur les raisons qui ont déterminées pour le SMDEA le choix de n'étudier aucun scénario pour Montbel ?
3. Dans le bourg de Montbel, connaissez-vous le nombre d'habitations ne disposant pas d'un terrain d'une superficie suffisante pour l'installation d'un assainissement autonome ?

Ce procès-verbal de synthèse a été présenté à Mme PAUTRET Technicienne en charge du présent dossier le 30 Janvier 2023 au SMDEA.

Fait à Ax-les-Thermes, le 27 Janvier 2023

La Commissaire Enquêteur



GARRETA Marie-Chantal

ANNEXE 8



N. Réf. : PROPASS-01-09194-MPA-2023-01

Contacts : **Marie-Laure PAUTRET ou Benoît SION**

(05.61.04.09.18 * ml.pautret@smdea09.fr

(06.02.01.14.18 * b.sion@smdea09.fr

Objet : Enquête publique relative au zonage assainissement des communes du Pays de Mirepoix – Secteur Est

Madame,

Vous nous avez remis le 30 janvier 2023 les procès-verbaux d'enquête publique relatifs au zonage d'assainissement des communes du Pays de Mirepoix – Secteur Est, à savoir Aigues Vives, Belloc, Cazals des Bayles, La Bastide de Bousignac, Lagarde, Malegoude, Mirepoix, Montbel, Moulin Neuf, Régat, Roumengoux, Saint-Quentin-la-Tour, Sainte-Foi et Troye d'Ariège.

Vous trouverez ci-dessous les éléments de réponse aux questions et observations mentionnées dans les procès-verbaux de chaque commune :

1. Commune de Montbel

1. Pourquoi n'y a-t-il pas eu de carte d'aptitude des sols pour Montbel ?

Réponse du SMDEA : Dans le cadre de la présente étude de schéma directeur d'assainissement, seules les cartes d'aptitude des sols déjà existantes ont été utilisées. Sur Montbel, aucune carte n'avait été réalisée.

2. Pouvez-vous apporter des précisions complémentaires sur les raisons qui ont déterminées pour le SMDEA le choix de n'étudier aucun scénario pour Montbel ?

Réponse du SMDEA : Aucun scénario d'assainissement collectif n'a été étudié à Montbel en raison du caractère très diffus de l'habitat sur la commune.

3. Dans le bourg de Montbel, connaissez-vous le nombre d'habitations ne disposant pas d'un terrain d'une superficie suffisante pour l'installation d'un assainissement autonome ?

Réponse du SMDEA : 3 habitations ne disposent pas de terrain pour mettre en place un assainissement autonome.

Vous en souhaitant une bonne réception, je vous prie, d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Amélie BERT
Directrice Technique